

# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Arrêté au 7 décembre 2016



*Smart Solutions for a Smart World*



## Table des matières

I.	Rapport Semestriel d'Activité _____	1
II.	Etats Financiers semestriels Consolidés _____	24
III.	Notes Explicatives _____	32
IV.	Notes relatives à certains postes de bilan et du compte de résultat _____	38
V.	Informations Boursières _____	52
VI.	Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel _____	54
VII.	Rapport d'Examen limité des Commissaires aux Comptes _____	55
	Informations de contact _____	57
	Informations sur l'entreprise _____	57

# I. Rapport Semestriel d'Activité

Le présent rapport d'activité du premier semestre 2016/17 doit être lu en liaison avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 septembre 2016 et Rapport Financier Annuel du Groupe pour l'exercice clos au 31 mars 2016.

GECI International, Groupe d'Etudes et Conseils en Ingénierie, créé en 1980, s'est affirmé comme un spécialiste de l'ingénierie des hautes technologies. GECI International cible aujourd'hui des segments de marché porteur, notamment dans les domaines de l'ingénierie, de l'informatique, des télécommunications, et des services et produits intelligents. Fort de sa crédibilité mondialement reconnue en matière de conseil, d'expertise et de sa capacité à mobiliser les compétences les plus qualifiées, GECI International accompagne les entreprises dans leur transition numérique et dans leur démarche de conception et de développement de nouveaux services et solutions intelligents.

## *Un spécialiste des services technologiques aux entreprises ...*

GECI International a pour vocation de se positionner sur des marchés à forte croissance et à forte valeur ajoutée. L'activité opérationnelle s'organise aujourd'hui autour des entités suivantes :

### **Ingénierie**

- **Métiers :**  
Conseil en innovation, veille et expertise technologique, études, maquettes numériques et prototypes, conduite de projets, formation et e-learning.
- **Secteurs :**  
Mobiliers urbains, transports et défense, énergies, sciences de la vie, infrastructure et bâtiment

### **Informatique et Télécoms**

- **Métiers :**  
Infogérance, architecture et réseaux, développements, HPC, SMACS, cyber sécurité.
- **Secteurs :**  
Télécoms, industrie, biotechnologies.

**Finance**

- **Métiers :**  
Prestations de services informatiques, conseil, développement, conduite de projets...
- **Secteurs :**  
Banque, finance, assurances.

***Un fort développement porté par la croissance externe ...***

La progression de l'activité reflète notamment l'intégration de groupe EOLEN sur six mois contre deux mois l'an passé. Les perspectives d'évolution de cette filiale témoignent de la pertinence de son repositionnement, soutenu par le renforcement des équipes commerciales, du recrutement, et de la valeur ajoutée dans les prestations.

Au mois de juin 2016, le groupe a acquis la société ETUD Integral, spécialisée en design, ingénierie et prototypes, notamment pour les secteurs de l'automobile, des transports et des mobiliers urbains. Créée en 1984, cette société regroupe une cinquantaine de designers, ingénieurs, techniciens concepteurs et techniciens prototypistes. ETUD Intégral apporte des solutions personnalisées et innovantes à des grands groupes français et internationaux dans les domaines de l'automobile, des transports publics, de la mobilité urbaine et du mobilier urbain.

Classée dans le Pôle « Ingénierie », sa contribution au chiffre d'affaires consolidé du semestre s'établit à 0,98 million d'euros.

Le prix d'acquisition a été fixé à 20K€ avec un réaménagement des dettes. Avec un chiffre d'affaires en 2015 de 4 millions d'euros et 53 salariés, la société ETUD Integral, désormais adossée, pérennise ainsi ses relations commerciales et envisage un accroissement durable de son chiffre d'affaires.

Au cours du deuxième trimestre, le Groupe a engagé une réorganisation opérationnelle de cette nouvelle filiale, en renforçant ses moyens commerciaux, ses systèmes de gestion et de contrôle, ainsi que sa démarche qualité en vue d'une certification ISO 9001 en 2017.

Le Groupe poursuit également la même démarche qualité, pour les filiales EOLEN France, pour une certification ISO 9001 et 27001, au cours du prochain exercice.

### 1.1. Informations Chiffrées à fin septembre 2016

La société ETUD Integral, comme rappelé en préambule, a été intégrée globalement dans les comptes consolidés du Groupe à partir du mois de juin 2016, date de son acquisition par la société GECI International. ETUD Integral, dispose de participation dans des sociétés, dont elle n'a pas le contrôle effectif, ce qui les exclut de la consolidation par la méthode d'intégration globale.

Les comptes semestriels du Groupe tiennent compte de trois mois d'activité de la société ETUD Integral.

En k€	2016/2017 (6 Mois)	2015/2016 (6 Mois)	2015/2016 (12 Mois)
Chiffre d'affaires	11 504	3 955	15 514
Charges	(11 290)	(4 963)	(14 609)
Résultat opérationnel courant	214	(1 008)	960
<i>Dont Pôle ingénierie</i>	(34)		386
<i>Dont Pôle informatique et télécoms</i>	452	(380)	1 048
<i>Dont Pôle Finance</i>	379		1 030
<i>Dont Holding et Intercos</i>	(583)	(628)	(1 503)
Résultat net part du Groupe	(568)	(674)	12
<b>CAPITAUX PROPRES (Groupe)</b>	<b>(2 219)</b>	<b>(17 825)</b>	<b>(1 906)</b>
<b>Endettement net</b>	<b>12 336</b>	<b>26 614</b>	<b>12 355</b>
Trésorerie et équivalents	595	1 139	418

### 1.2. Chiffre d'Affaires

Le Groupe a dégagé un chiffre d'affaires de 11,5 millions d'euros, intégrant 0,98 million d'euros de la société ETUD Integral et correspondant à 3 mois d'activité. Pour rappel, le semestre précédent intégrait seulement deux mois d'activité du Groupe EOLEN.

Pôle d'activité	1er semestre (avril - septembre 2016)		1er semestre (avril - septembre 2015)		Variation (%)
	M€	% CA	M€	% CA	
Ingénierie	2,54	22,1%	0,94	23,7%	+ 171 %
Finance	2,97	25,8%	1,05	26,5%	+ 183 %
Informatique & Télécom	5,93	51,6%	1,96	49,6%	+ 202 %
Holding	0,06	0,5%	0,01	0,2%	n/s
<b>Chiffre d'affaires Semestriel</b>	<b>11,50</b>	<b>100,0%</b>	<b>3,95</b>	<b>100,0%</b>	<b>+ 191 %</b>

- **Ingénierie**

Le chiffre d'affaires semestriel du pôle « Ingénierie » s'élève à 2,54 millions d'euros, soit 22,1% du chiffre d'affaires consolidé au 30 septembre 2016.

En France, le Groupe poursuit sa stratégie de diversification et de montée en gamme. L'objectif est d'accroître les positions du pôle sur des secteurs à forte croissance, tels que les énergies renouvelables, le traitement des eaux/déchets, les véhicules électriques ou les transports urbains. Par ailleurs, le pôle s'est enrichi de l'activité d'ETUD Integral depuis fin juin 2016. Les efforts menés se concrétisent d'ores et déjà par le développement de nouvelles solutions d'avant-garde de mobilité urbaine et d'électromobilité.

En Afrique du Sud, le Groupe renforce son offre en formations spécialisées pour des industries très réglementées. L'activité présente une bonne visibilité grâce notamment à un contrat récent d'une durée de cinq ans, porteur d'actions de formation et d'activités de e-learning supplémentaires.

- **Finance**

Le chiffre d'affaires semestriel du pôle « Finance » s'élève à 2,97 millions d'euros, soit 25,8% du chiffre d'affaires consolidé au 30 septembre 2016.

Portées par la bonne orientation de la demande sur le marché français, les ventes reposent en particulier sur la dynamique des contrats en cours auprès de grands groupes bancaires. Elles s'accompagnent du repositionnement des offres à plus forte valeur ajoutée dans les domaines de l'ingénierie et du conseil opérationnel auprès des directions métiers.

- **Informatique & Télécoms**

Le chiffre d'affaires semestriel du pôle « Informatique & Télécoms » s'établit à 5,93 millions d'euros, soit 51,6% du chiffre d'affaires consolidé au 30 septembre 2016.

En France, les ventes illustrent la dynamique des affaires auprès des opérateurs et équipementiers télécoms, tout comme la bonne tenue des activités d'infogérance. Le Groupe dispose aujourd'hui d'une plateforme de services robuste, étendue et compétitive pour étendre son référencement ; les affaires en cours de négociation devraient permettre d'alimenter la croissance de l'activité sur l'ensemble de l'exercice.

Parallèlement, le Groupe est en mesure de déployer les offres innovantes pour consolider sa croissance organique, il vise notamment leur élargissement à de nouveaux marchés porteurs comme les biotechnologies, la climatologie, les nanotechnologies.

Les offres HPC (High Performance Computing) ont notamment conforté leur position avec le renouvellement de plusieurs contrats pluriannuels.

La filiale brésilienne réalise un volume d'affaires soutenu dans le secteur finance, d'une reprise de la demande dans le secteur des télécommunications et d'une diversification progressive des offres dans le secteur des multimédias.

- **Mix géographique**

Au 30 septembre 2016, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe se répartit entre la France (84%), le Brésil (14%) et l'Afrique du Sud (2%).

### 1 . 3. Informations Sectorielles

Au titre de l'IFRS 8, l'activité du Groupe a été redéfinie suite au changement de périmètre opéré par le Groupe depuis l'acquisition du Groupe EOLEN en août 2015 :

- Le pôle « **Ingénierie** » : certaines activités des sociétés Eolen sont venues renforcer les activités historiques du Groupe. Il s'agit notamment des activités d'ingénierie dans le domaine de l'énergie, du transport, de l'industrie et de la formation. Les activités de ETUD Integral, sont venues étoffer ce pôle.
- Le pôle « **Finance** » regroupe les prestations de services et conseils auprès des établissements bancaires.
- Le pôle « **Informatique & Télécom** » regroupe les activités liées au domaine de la télécommunication & multimédia, de l'infogérance et de la solution « HPC » (High Performance Computing).
- GECl International constitue la  **Holding**.

La contribution des activités « Finance » et « Informatique et Télécoms » aussi bien en chiffre d'affaires, qu'en résultat opérationnel est conséquente. Leur marge arrive à absorber les frais liés à la holding.

L'activité « Ingénierie » intègre les comptes de ETUD Integral. Leur marge couvre leurs frais généraux. Cette situation devrait s'améliorer lors du deuxième semestre de l'exercice fiscal.

La Holding regroupe aussi bien les frais de GECI International que ceux de Altona International.

en K€	Avril.16-Septembre.16						Avril.15- Mars.16					
	Activité Ingénierie	Activité Informatique et Télécom	Activité Finance	Holding	Elim Intercos	Total	Activité Ingénierie	Activité Informatique et Télécom	Activité Finance	Holding	Elim Intercos	Total
Chiffre d'affaires	2 558	5 932	2 972	1 048	-1 005	11 504	2 809	8 316	4 255	1 599	-1 465	15 514
Coûts directs	-1 828	-3 936	-1 819	-63	18	-7 628	-1 781	-5 422	-2 252	-81	0	-9 536
Marge sur coûts directs	730	1 997	1 152	985	-987	3 876	1 028	2 949	2 003	1 518	-1 465	6 032
% du chiffre d'affaires	28,5%	33,7%	38,8%	N/A		33,7%	36,6%	35,5%	47,1%			38,9%
Coûts généraux et administratifs	-764	-1 545	-774	-1 565	986	-3 662	-943	-2 672	-1 367	-1 556	1 465	-5 073
Résultat opérationnel Courant	-34	452	379	-581	-1	214	86	277	636	-38	0	960
Autres Produits et Charges Opérationnels	-130	-126	-63	-239	0	-557	-78	-265	-139	250	0	-232
Résultat opérationnel Net	-164	326	316	-819	-1	-343	8	11	497	212	0	728
Coût de l'endettement financier net	-10	-54	-27	-14	-5	-109	-42	-124	-63	-326	0	-555
Autres charges et produits financiers	0	19	10	-7	6	28	20	61	31	-88	0	24
Résultat courant avant impôt	-174	292	298	-840	0	-424	-14	-52	464	-202	0	197
Impôts sur les bénéfices	19	88	44		0	150	50	147	75	0	0	272
Résultat net avant plus-values nettes sur participations cédées et résultat net des activités abandonnées	-155	380	342	-840	0	-274	36	95	541	-202	0	469
Résultat net des activités abandonnées / destinées à être cédées						0	0	0	0	0	0	0
Résultat net	-155	380	342	-840	0	-274	36	95	541	-202	0	469

Les secteurs d'activités ont été définis lors de la clôture annuelle à fin mars 2016. Le Groupe estime que seul le comparatif avec le compte de résultat sectoriel annuel (à fin mars 2016), est pertinent.

#### 1.4. Résultat Opérationnel Courant

Le résultat opérationnel courant est de 0,2 million d'euros sur le premier semestre de l'exercice 2016-2017. Il était de – 1 million d'euros lors du premier semestre de l'exercice 2015-2016 et +0,96 million d'euros pour l'exercice 2015-2016.





### 1 . 5. Résultat Net

Le résultat net part du Groupe du premier semestre de l'exercice 2016/2017 est une perte de 0,6 million d'euros contre une perte de 0,7 million d'euros lors de la même période de l'exercice précédent.

### 1 . 6. Situation Financière

Les capitaux propres part du Groupe au 30 septembre 2016 s'élèvent, après prise en compte du résultat de l'exercice, à – 2,22 millions d'euros, contre – 1,91 millions d'euros au 31 mars 2016. L'endettement net du Groupe s'élève à 12,3 millions d'euros et les liquidités à 0,6 million d'euros. A fin octobre 2016, 6 327 998 BSA ont été exercés depuis le 7 avril 2016, pour un montant global de 379 679,88 euros. Pour rappel, la date de fin de l'opération est le 7 octobre 2017. Les BSA sont cotés sur Euronext. Le cours est de 0,09 euro le 17 novembre 2016.

### 1 . 7. Perspectives

Le Groupe ne communique pas sur des données chiffrées mais donne des informations sur les tendances reposant sur les appréciations et les décisions du Groupe, qui pourraient évoluer ou être modifiées dans le futur.

La réorganisation opérée et menée depuis le début de l'exercice, notamment avec le renforcement de l'équipe commerciale et l'équipe de recrutement, n'a pas encore produit tous ses effets. Par ailleurs, le marché étant de plus en plus concurrentiel, les profils/talents correspondant aux besoins des clients, sont plus rares. Malgré ces aléas, le Groupe estime qu'ils n'impactent pas de manière significative les prévisions à 3 ans.

#### ▪ Activité Ingénierie

Le pôle Ingénierie, est composé des activités énergie, transport, industrie et formation. L'activité en Afrique du Sud commence à se développer (augmentation de l'effectif productif) après un ralentissement. L'effet devrait se voir durant le prochain semestre. Le pôle « énergie et industrie », connaît un exercice délicat. Le Groupe décide de concentrer ses efforts sur des domaines plus porteurs comme, le traitement de l'eau/air et déchets, la chimie/petrochimie, la pharma/cosmétique et l'agroalimentaire. Le Groupe va par ailleurs renforcer sa présence chez des clients grands comptes, des acteurs majeurs des marchés ciblés. Concernant le domaine du transport et des mobiliers urbains, le Groupe va poursuivre ses efforts commerciaux pour gagner des appels d'offres sur des projets innovants. Les relations commerciales avec de grands donneurs d'ordre ont été rétablies et/ou renforcées. Des discussions ont déjà été entamées pour que la société ETUD Integral puisse participer aux appels d'offres concernant certains de leurs projets. Ces projets devraient porter leur fruit à la clôture de l'exercice.

#### ▪ **Activité Finance**

Concernant l'activité « **Finance** », l'axe de stratégie poursuivi par le Groupe, repose principalement sur un positionnement plus haut de gamme. Le Groupe déploie ses efforts commerciaux sur des missions à forte valeur ajoutée, de l'ingénierie et du conseil opérationnel auprès des directions métier (risque, salle de marché, moyens de paiement, direction financière). Afin de limiter une trop grande dépendance sur certains grands comptes, le Groupe a décidé de développer des comptes miroirs et permettre ainsi de minimiser les effets d'éventuels arrêts anticipés de contrats de longue durée. Dans cette optique, le Groupe sensibilise son équipe sur l'anticipation des fins de contrats.

Par ailleurs, la diminution progressive, du métier « support » qui de façon générale, ne dégage pas une grande valeur ajoutée, et souvent produit une plus faible marge, est primordiale.

Les objectifs sont de renforcer le volume d'affaires, d'augmenter le taux journalier moyen et donc la marge.

#### ▪ **Activité Informatique et Télécoms**

L'effectif a été renforcé sur l'activité « **Télécom & Multimédia** ». Le Groupe continue d'etoffer ses référencements notamment auprès d'Orange, et devrait poursuivre sa progression. De nouvelles perspectives d'ouverture de comptes sont également envisagées, auprès d'autres grands donneurs d'ordre du marché. Des besoins sont identifiés, et le renforcement de l'équipe de recrutement devrait permettre d'accompagner cette croissance.

L'activité « **Intec** » ambitionne une croissance de volume auprès de ses clients historiques. Le Groupe souhaite profiter de l'embellie du marché de la Cybersécurité pour développer l'infogérance. Le deuxième axe de développement de ce pôle est son déploiement à l'international.

Quant à la solution « **HPC** », le Groupe a élargi son portefeuille clients avec de nouvelles collaborations chez les fabricants de solutions HPC tels que BULL ou IBM. L'effectif sur l'activité calcul scientifique a progressé de façon significative.

Un atout majeur du pôle, est qu'un nombre conséquent des consultants sont habilités « confidentiel ou secret défense ou nucléaire ». Cela offre des possibilités d'aborder des marchés tels que : différents laboratoires du CEA civils ou militaires, l'ONERA, le CNRS, l'IRSN.

Le pôle intervient également sur des projets de recherche français et européens qui lui permettent d'être constamment à la pointe des technologies de demain. Le savoir faire et l'expertise sont reconnus chez les clients et prospects. Pour l'année 2017, plusieurs contrats ont

déjà été renouvelés. Membre de l'organisation TERATEC, le pôle est présent sur les forums spécialisés qu'ils soient nationaux ou internationaux, ce qui lui donne une visibilité sur le marché.

L'objectif est de conquérir de nouveaux marchés et poursuivre la croissance sur ce pôle ; de renforcer sa présence chez ses clients historiques ; d'élargir son offre en allant encore plus vers la modélisation et la simulation et enfin renforcer ses partenariats.

Le contexte économique du Brésil reste délicat, malgré une légère reprise. La filiale brésilienne a connu une croissance sur cet exercice. Un contrat de représentation avec une société française, qui commercialise des jeux vidéos payants pour des opérateurs PayTV, a été mise en place. En phase de test, le lancement du service devrait se faire durant le premier semestre de l'année civile 2017. L'activité au Brésil devrait donc se maintenir.

## **1 . 8. Principaux risques et principales incertitudes**

Ces éléments sont décrits dans le paragraphe « Facteurs de risques » du rapport de gestion inclus dans le rapport financier annuel de l'exercice clos le 31 mars 2016 et appellent les mises à jour suivantes :

### **1 . 8 . a. Risques financiers**

#### **I. Risques de taux**

Le risque de taux porte uniquement sur l'endettement financier du Groupe, dont la part de variable a progressé suite à l'intégration du « Groupe EOLEN ».

La situation au 30 septembre 2016 est décrite dans le tableau qui suit:

Milliers d'euros au 30 septembres 2016	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Taux
Comptes-courants actionnaires		105		105	Fixe à 2,09 %
Dettes diverses	380	51		431	Fixe à taux divers
Dettes de crédits-bail	16			16	Fixe à taux divers
Crédit Vendeur	40	700		740	taux fixe de 4% pour 0,3 M€, et le reste pas d'intérêt
Option de rachat de titres "Put"		2 750		2 750	Aucun
Dettes bancaires	1 365	3 611		4 976	Fixe à taux divers
Mobilisation CIR	800			800	Variable Euribor 3 M + 1,4%
Découverts et autres Intérêts courus sur emprunt	987			987	Variable
Avances reçues du Factor	2 127			2 127	Variable
<b>Total dettes financières</b>	<b>5 714</b>	<b>7 217</b>	<b>-</b>	<b>12 931</b>	

A titre d'information, le compte courant de XLP Holding est, au 30 septembre 2016, d'un montant de 0,1 million d'euros. Le taux d'intérêt des comptes courant consenti par XLP Holding à la Société est un taux de 2,09% l'an.

Les dettes diverses actionnaires concernent des emprunts obtenus auprès des sociétés Mohacs Trading Services (250 K€) et Leasetech (143 K€). Ces dettes n'ont pas été remboursées durant le premier semestre de l'exercice 2016-2017, il est envisagé de demander le report des remboursements. Le reste concerne les comptes courants des anciens actionnaires de ETUD Integral.

Le taux d'intérêt du crédit vendeur lié à l'acquisition de la société AS+ par le « Groupe EOLEN » d'un montant de 0,3 millions d'euros, est de 4% par an. Ce dernier va être remboursé à compter d'octobre 2015 jusque novembre 2016. A 30 septembre 2016, le capital restant dû s'élève à 40 milliers d'euros.

Le crédit vendeur lié à l'acquisition du « Groupe EOLEN » d'un montant de 0,7 million d'euros, n'est soumis à aucun intérêt. Par ailleurs, cette acquisition est assortie d'une option de rachat des titres Altona International (part détenue par Anthéa) pour une valeur nette de 2,75 millions d'euros.

La Société n'est contrepartie d'aucun contrat de swap, ni d'aucune autre opération ayant pour effet de modifier l'échéancier de la dette et/ou la nature du taux d'intérêt.



Les dettes financières du « Groupe EOLEN » ont fait l'objet d'une franchise de remboursement pendant un an (jusqu'en septembre 2016), avec un report de maturité sans indemnité ni majoration.

L'emprunt BNP Paribas d'un montant de 1,5 millions d'euros (capital restant dû 0,9 million d'euros) porte intérêt au taux de EURIBOR 3 mois + 1,2%. Il est garanti par un nantissement à 100% des titres Amundis. Sa date d'échéance est septembre 2019. (soit 36 mensualités).

L'emprunt Caisse d'Epargne IDF d'un montant de 1,5 millions d'euros (capital restant dû 1,1 millions d'euros) porte intérêt au taux de 4,2% et est garanti par un nantissement à 100% des titres Amundis. Sa date d'échéance est juillet 2021 (soit 58 mensualités).

L'emprunt Banque Populaire de 0,2 million d'euros (capital restant dû 0,1 million d'euros) au taux de 4%, est garanti par un nantissement de 408 titres Eolen Finance en second rang. Sa date d'échéance est janvier 2019 (soit 28 mensualités).

Trois emprunts BPI de 3,3 millions d'euros (capital restant dû 2,7 millions d'euros) au taux de 3,68%, 5,19% et 5,23% sont également comptabilisés au 30 septembre 2016. Le nombre restant de mensualités du premier emprunt de 2,7 millions d'euros, est de 57, ce qui reporte l'échéance jusqu'en juin 2021. Le nombre restant de mensualités du deuxième emprunt de 0,4 million d'euros, est de 12, ce qui reporte l'échéance jusqu'en septembre 2017. Le dernier emprunt de 80K€ poursuit son échéance qui devrait se terminer en novembre 2016.

L'emprunt de Crédit du Nord de 0,8 million d'euros à EURIBOR 3 mois + 1,4%, devrait être remboursé in fine à la réception du CIR 2012 (estimé en décembre 2016). Il est par ailleurs garanti sur des titres Eolen (0,2 million d'euros), Amundis (0,4 million d'euros), Alliances Services Plus (1,3 millions d'euros) et Eolen Finance (0,2 million d'euros).

L'emprunt Société Générale de 0,2 million d'euros (capital restant dû 0,1 million d'euros) au taux de 4,35%, est garanti par la caution personnelle de M. Leblanc (ancien actionnaire majoritaire du Groupe Eolen) à hauteur de 59 800 €, Sa date d'échéance est novembre 2018 (soit 26 mensualités).

Le « Groupe EOLEN » a mis en place un contrat de « factoring » avec la société GE Factor. Le contrat a été conclu pour une durée indéterminée. Chaque partie peut résilier le contrat à tout moment moyennant un préavis de 3 mois. Les sociétés concernées par le contrat sont « Eolen », « Eolen Finance », « Groupe EOLEN », « Amundis » et « Alliance Services Plus ». La commission spéciale de financement est égale à la moyenne mensuelle établie le mois précédent de l'EURIBOR 3 mois majoré de 1,30% (130 points de base). Par ailleurs, la

commission d'affacturage s'élève à 0,19% HT des créances cédées avec un minimum de 40 K€ HT par an.

L'encours, en milliers d'euros, de la dette et des actifs financiers du Groupe au 30 septembre 2016, avant et après prise en compte des opérations hors bilan (cf « 4.11. Engagement Hors Bilan ») de la Société, figure dans le tableau ci-dessous :

Milliers d'euros au 30 septembre 2016	Montant
Passifs financiers	12 931
Actifs financiers *	- 595
Position nette avant gestion	12 336
Hors bilan	-
Position nette après gestion	12 336

\* Disponibilités et assimilés

Sur la base de la position nette après gestion et en tenant compte de l'exposition à des taux variables, une hausse des taux de 1 point se traduirait par une hausse des frais financiers de 40K€ par an.

En conclusion, GECI International estime être peu exposée au risque de taux.

## II. Risque de change

Le Groupe est peu exposé à ce risque car la politique du Groupe est de facturer, autant que possible, dans la devise de ses coûts directs, ce qui réduit son risque de change. En d'autres termes, un contrat sera le plus souvent facturé dans la devise correspondant aux principaux coûts de réalisation du contrat. Ce risque ne fait pas l'objet d'une couverture.

Une analyse du risque de change du Groupe sur l'exercice montre que le risque de change consolidé du Groupe est principalement causé par :

- l'endettement intragroupe libellé en Euros pour les filiales GECI Ltd (UK), AS+ Do Brasil (Brésil) et AS+ Canada (Canada).
- les soldes bancaires et le netting en devises étrangères du solde Créances commerciales/Crédit Fournisseur (principalement sur GECI Ltd);
- le Résultat net des filiales étrangères.

III. Risque de liquidité/trésorerie

	au 30 septembre 2016			31 mars 2016
	Courant	Non Courant	Total	
Avances perçues du Factor	2 127		2 127	1 890
Compte Courant Actionnaire		156	156	109
Crédit Vendeur	40	700	740	860
Offre de rachat de titres Altona "Put"		2 750	2 750	2 750
Emprunts bancaires	1 365	3 611	4 976	5 037
Mobilisation CIR	800		800	800
Autres dettes financières	380		380	392
Découverts et autres	987		987	919
Dettes de crédit-bail	16		16	16
<b>Dettes financières</b>	<b>5 714</b>	<b>7 217</b>	<b>12 931</b>	<b>12 772</b>
Fournisseurs	4 267		4 267	3 364
Provisions	749	3 002	3 750	2 744
Autres dettes	16 306	337	16 643	12 758
<b>Autres dettes</b>	<b>21 322</b>	<b>3 339</b>	<b>24 661</b>	<b>18 867</b>
<b>Dettes Courantes et Non Courantes</b>	<b>27 035</b>	<b>10 556</b>	<b>37 592</b>	<b>31 639</b>
Disponibilités et assimilés	-595		-595	-418
<b>Endettement net</b>	<b>26 441</b>	<b>10 556</b>	<b>36 997</b>	<b>31 222</b>

Le risque de liquidité correspond au risque d'incapacité à faire face aux échéances de remboursement des dettes bancaires et plus généralement des autres obligations financières. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou «tendues», sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Les dettes financières du Groupe à la date du 30 septembre 2016 s'établissent à 12,9 millions d'euros. La charge financière supportée par le Groupe est de 109 K€.

La majeure partie des dettes financières est liée à l'acquisition des sociétés Eolen.

Concernant les emprunts bancaires liés au « Groupe EOLEN », une conciliation avec les créanciers bancaires a permis d'acter une franchise de remboursement d'une année (jusqu'en septembre 2016). Le découvert de 1 million d'euros octroyé par la Caisse d'Epargne est maintenu également jusqu'à fin décembre 2016. Les dettes CCSF (Commission des Chefs des Services Financiers) ont été prélevées sur les créances de CIR non encore remboursées (2013 à 2014).

Le Groupe poursuit sa réorganisation. Les derniers renforts de l'équipe commerciale, sont arrivés durant le mois d'octobre 2016. Enfin, le Groupe continue de privilégier la mutualisation des ressources afin d'optimiser ses coûts (internalisation de la paie/comptabilité etc). Enfin certains départs de l'effectif support, n'ont pas été remplacés.

Par ailleurs, les litiges évoqués à la page 20 (1 . 8 . c) de ce rapport n'ont pas été pris en compte dans le plan de trésorerie sur un horizon de 12 mois, en raison principalement de leur issue aléatoire. En conséquence, le Groupe maintient sa position et considère que les décaissements éventuels et peu probables sur les 12 prochains mois afférents aux litiges ne sont pas de nature à remettre en cause sa capacité à faire face à ses échéances jusqu'au 30 septembre 2017.

#### IV. Risques liés à d'éventuels engagements hors bilan

Le tableau ci-dessous montre l'ensemble des engagements hors bilan vis-à-vis de tiers, pris par le Groupe GECI International :

	En k€					Mars.16
	Total	N+1	N+2	N+3	Sept.16 N+4 et au-delà	
Avance remboursable Région Lorraine (b)	17 200	17 200				17 200
Garantie à première demande Locaux Kléber (a)	172				172	172
Abandon de créances avec clause de retour à meilleur fortune ( c) (d) (e)	871	871				871
Garantie de passif vis-à-vis d'Alten / Cession Ingénierie (f)	-					300
Garantie sur emprunts bancaires (g)	2 950	800			2 150	2 950
<b>Engagements hors bilan</b>	<b>21 193</b>	<b>18 871</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 322</b>	<b>21 493</b>

a) La société GECI International a constitué une garantie à première demande de 172 380 euros, en faveur du bailleur de son nouveau siège social au 48 bis Avenue Kléber 75116 PARIS.

b) La société GECI International a garanti auprès de la Région Lorraine le remboursement des 3 avances consenties par cette dernière à Sky Aircraft pour un montant de 21,2 millions d'euros. De manière identique, GECI Aviation a garanti le remboursement d'une de ces avances pour un montant de 9,1 millions d'euros. Ces garanties ont été effectivement appelées par le Conseil Régional de Lorraine en décembre 2012 et en janvier 2013. A ce jour, une somme de 4 millions d'euros a été payée par le Groupe.

GECI International a décidé, sur conseil de ses avocats, de ne pas passer de provision au titre de ces aides, en ce que les conditions de remboursement des deux premières ne sont pas réunies et en ce que le versement de la dernière aide - « avance de trésorerie en attendant la mise en place des financements convenus par les partenaires privés et publics » – peut



s'analyser comme s'inscrivant dans le cadre de la participation au capital de GECI Aviation, telle que contractualisée à l'origine entre le groupe et la Région.

c) La société GECI International a bénéficié d'un abandon de créances de 0,5 million d'euros accordé par la société XLP Holding (ex-GTH) en juillet 2004. Cet abandon est assorti d'une clause de remboursement éventuel en cas de retour à meilleure fortune. La clause de retour à meilleure fortune a été modifiée par des avenants du 3 octobre 2005, 26 novembre 2009 et 22 juillet 2010. Cette clause est valable jusqu'au 31 décembre 2020.

Le retour à meilleure fortune se définit comme suit : des comptes approuvés par l'assemblée générale faisant apparaître pour la deuxième année consécutive un résultat net consolidé supérieur ou égal à 1,3 millions d'euros ou une situation nette consolidée supérieure ou égale à 10 millions d'euros, étant entendu que le calcul de la situation nette consolidée ne tiendra pas compte des montants ayant pour origine toute augmentation de capital passée ou future, des opérations internes de restructuration et/ou des opérations de refacturation. La clause de retour à meilleure fortune n'est pas applicable au 30 septembre 2016.

d) La société GECI International a bénéficié d'un abandon des intérêts de compte courant, accordé par la société XLP Holding ex-GTH, pour un montant de 0,3 million d'euros en mars 2015. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune ayant une durée de 5 ans et dont les seuils déclencheurs cumulatifs sur un exercice sont : une situation nette positive supérieure à 8,5 millions d'euros et d'un résultat net comptable avant impôt de 0,5 million d'euros. La clause de retour à meilleure fortune n'est pas applicable au 30 septembre 2016.

e) Lors de la renégociation des dettes auprès des créanciers durant cet exercice, un des abandons de créances obtenus pour une somme de 43 733 euros, a été assorti d'une clause de retour à meilleure fortune. La clause de retour à meilleure fortune n'est pas applicable au 30 septembre 2016.

f) La cession des filiales du pôle « Ingénierie » au groupe ALTEN a donné lieu à une garantie de passif de 0,3 million d'euros qui courrait jusqu'à fin mars 2016. Cet engagement n'existe plus depuis le début de l'exercice.

g) Les emprunts BNP Paribas et Caisse d'Épargne IDF, de 3 millions d'euros (capital restant dû 2,017 millions d'euros) sont garantis par un nantissement des titres Amundis.

L'emprunt Banque Populaire de 0,2 million d'euros (capital restant dû 0,13 million d'euros) est garanti par un nantissement des 408 titres Eolen en second rang.

Les emprunts de Crédit du Nord de 0,8 million d'euros sont garantis sur le versement du CIR 2012 (estimé en mai 2016), et sur des titres Eolen (0,2 million d'euros), Amundis (0,4 million d'euros), Alliances Services Plus (1,3 millions d'euros) et Eolen Finance (0,2 million d'euros).

#### V. Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Ce risque provient essentiellement des créances clients. L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients.

Le Groupe a mis en place une politique de suivi des créances clients permettant de contrôler en permanence l'exposition au risque de crédit. Des évaluations du profil de risque sont établies pour les clients dont l'encours dépasse un certain montant établi via le contrat d'affacturage.

Le risque de défaillance de ses clients est quant à lui limité compte tenu de la qualité de son portefeuille constitué, pour les premiers d'entre eux, par de grands groupes industriels mondiaux.

Les créances clients font l'objet d'une analyse individuelle déclenchant le cas échéant un provisionnement. Le délai de règlement usuel est de 60 jours.

Les clients dépassant ce délai de règlement sont provisionnés à hauteur du risque de non-recouvrabilité en fonction du retard constaté et en fonction du profil du client.

Les clients contentieux dont la situation est irrémédiablement compromise sont provisionnés à 100%.

L'exposition maximum au risque de crédit est représentée par la valeur comptable de chaque actif financier figurant au bilan.

#### VI. Risque sur actions et autres instruments financiers

Le Groupe n'a réalisé aucun investissement en actions ou en d'autres investissements financiers. Elle n'est donc pas exposée à ce risque.

### 1 . 8 . b. Risques liés à l'activité de la Société

#### I. Risques liés au marché et à la concurrence

Le marché dans lequel évolue le Pôle Ingénierie est très concurrentiel, notamment dans les principaux pays où le Groupe est présent (Angleterre, Inde, Afrique du Sud).

Ce marché se concentre de plus en plus, avec de moins en moins d'acteurs, et le référencement devient une étape obligée pour collaborer avec les grands groupes industriels.

Cette concurrence entre les acteurs pourrait entraîner une baisse des prix et des marges des prestations de la Société et par conséquent de ses bénéficiaires.

Pour faire face à cette concurrence, GECI International se spécialise sur des niches où ses compétences sont reconnues (notamment les métiers de la structure et l'intégration de systèmes), élargit sa gamme de services à forte valeur ajoutée, et améliore sa compétitivité en travaillant sur des alliances commerciales et/ou capitalistiques.

Le Groupe a souhaité conserver l'ADN des sociétés acquises : « EOLEN » et « ETUD Integral ». Ces marques ont acquis au cours des dernières années une solide reconnaissance dans leur « savoir-faire » respectif. Le Groupe dispose aujourd'hui d'un portefeuille de clients récurrents dont la majorité sont des acteurs majeurs des marchés ciblés par le Groupe. L'expérience et la présence auprès de ces prescripteurs sont des atouts indéniables pour le Groupe. Néanmoins, le Groupe déploie tout son effort d'une part, sur ses programmes R&D (avec la solution HPC) et d'autre part, sur la recherche de partenariats technologiques grâce à une veille permanente. Le risque est donc sur une baisse cyclique du chiffre d'affaires quand une technologie arrive à maturité, mais elle peut être limitée par l'arrivée de nouvelles technologies. Les ESN (Entreprises des Services du Numérique) concurrentes sont soumises aux mêmes problématiques.

Dans le domaine de l'automobile, les grands acteurs font de plus en plus appel à leurs sous-traitants. L'atout majeur de notre filiale est la reconnaissance au fil des années de son savoir-faire, mais aussi dans sa structure et son organisation, qui permet une réactivité et une adaptabilité, que n'offrent pas leurs concurrents.

#### II. Risques associés au développement international

GECI International intervient sur la scène internationale depuis plus de 25 ans. Le Groupe a développé un grand savoir-faire, en particulier dans sa capacité à conduire et réaliser des projets mobilisant en cas de besoin ses différents bureaux en parallèle. Le développement de l'international est une option importante dans le redéploiement stratégique du groupe, notamment concernant l'Inde et l'Afrique du Sud. Depuis l'acquisition du « Groupe EOLEN », le

Groupe a étoffé son implantation grâce à la filiale établie au Brésil (AS+ Do Brasil), dont l'activité est bien implantée depuis 8 ans.

Le Groupe pourrait se trouver confronté à des risques inhérents à tout développement international, comme les modifications imprévisibles, par les autorités de contrôle, des restrictions à l'exportation, les barrières et les tarifs douaniers, la difficulté à gérer des opérations à l'étranger, les différences de standards technologiques entre les pays, les lois et les pratiques en matière sociale de certains pays, les délais dans les conditions de paiement, les problèmes d'encaissement, les instabilités politiques, les réductions saisonnières d'activité et l'imposition d'éventuels impôts et taxes non prévus. Ces facteurs de risque pourraient avoir un effet négatif sur les opérations internationales du Groupe et donc sur son chiffre d'affaires, ses résultats et sa situation financière. Aujourd'hui, le Brésil est dans une situation économique délicate, mais l'ancrage de l'activité brésilienne du Groupe au sein de ses donneurs d'ordre, amoindrit le risque.

### III. Risques de dépendance vis-à-vis d'un nombre réduit de clients

La stratégie du Groupe est aujourd'hui axée sur un accroissement de sa clientèle, sur une extension des activités dans des secteurs connexes, et enfin sur la valorisation de son savoir-faire et de sa connaissance des marchés internationaux au travers d'une offre de concepts et de projets en partenariat industriel.

Cette stratégie de développement devrait donner au Groupe une diversification beaucoup plus importante. Par ailleurs, le Groupe fait valoir son savoir faire et ses relations privilégiées auprès des prescripteurs majeurs, pour entretenir une identité forte des marques « EOLEN » et « ETUD Intergal ». Cela lui permet d'intégrer de nouveaux clients et de développer de nouveaux référencements tout en renforçant ses positions auprès de ses clients historiques. Le risque est donc assez restreint.

### IV. Risques liés aux fournisseurs ou aux technologies utilisées

De façon générale, les technologies externes utilisées par le Groupe sont principalement des logiciels de conception, design, maillage et calcul de structures. Le Groupe est attentif aux évolutions technologiques et fait une veille stratégique sur des start-up qui pourraient jouer un rôle dans ces domaines. Le Groupe s'appuie sur des logiciels standards du marché faisant référence dans ses secteurs d'intervention et correspondant aux besoins exprimés par ses clients. Le Groupe à ce jour, n'est pas exposé à un risque immédiat ou à moyen terme.

#### V. Risques de bonne fin sur les opérations au forfait

Ces risques concernent, dans le conseil et le service en haute technologie, les contrats au forfait. En effet, le fournisseur s'engage sur la réalisation d'une prestation correspondant au cahier des charges initial émis par le client, et ce dans des délais et pour une somme forfaitaire négociée lors de la signature du contrat.

La gestion des risques sur contrat repose sur un management de programmes qui intègre des prévisions régulières, une re-planification des ressources hebdomadaires et une distinction précise des réalisations qui relèvent soit du cahier des charges initial, soit de travaux complémentaires hors forfait facturables séparément.

Des clients historiques peuvent exiger la mise en place de tels contrats. Si tel est le cas, le Groupe s'assure que le forfait recouvre les dépenses qui devraient être engagées, que le projet est faisable dans les temps impartis en tenant compte d'aléas éventuels. La renégociation des contrats en Afrique du Sud est dans ce cas précis. Par ailleurs, les activités portées par le « Groupe EOLEN » sont moins exposées à ce risque, seule la solution HPC est proposée en contrat au forfait, les autres activités font surtout de l'Assistance Technique (contrats en Régie). Concernant la filiale « ETUD Integral », la gestion de projets concerne moins de 50% de leurs activités à ce jour. Néanmoins, le Groupe est attentif aux propositions commerciales ainsi que leurs suivies dès le moment où les projets sont gagnés. Le Groupe multiplie la sensibilisation des acteurs, et le contrôle concernant ces projets. Le Groupe est exposé dans une moindre mesure à ce risque.

#### VI. Risque de prix

Le risque de prix est le risque de perte qui peut résulter des fluctuations des prix des matières premières et autres actifs. De par son activité, le Groupe n'est pas concerné par ce type de risque malgré l'élargissement de ses activités.

#### VII. Risques en cas de croissance externe

La Société a réalisé plusieurs opérations de croissance externe significatives ces dernières années.

Ces expériences passées démontrent qu'il n'est pas exclu que le Groupe puisse connaître dans le futur, des difficultés d'intégration des sociétés nouvellement acquises. Ces risques sont notamment liés aux coûts cachés : litiges non identifiés, engagement hors bilan divers, fuites de cerveaux. Ces risques peuvent être liés également à des efforts importants de financement si la société intégrée est en difficulté financière. Néanmoins, ces risques sont souvent identifiés au

cas par cas selon la situation financière de la société intégrée. Le Groupe se fait souvent accompagner dans l'analyse des données opérationnelles, juridiques et financières, pour limiter les imprévus.

Les risques liés à l'acquisition du « Groupe EOLEN », portent principalement sur la baisse du chiffre d'affaires, les litiges minorés (prud'hommes, contrôles fiscaux), la trésorerie. Ces risques ont pu être gérés, notamment grâce au renforcement de l'équipe commerciale, l'assistance par des conseils sur les différents litiges, l'optimisation des coûts de frais généraux et l'obtention d'une franchise de remboursement des emprunts d'une année permettant la réorganisation de la trésorerie pour qu'elle retrouve sa situation normale.

Concernant l'acquisition de la société « ETUD Integral », les risques ont été identifiés également, tel que le référencement auprès des clients grands comptes, problèmes de trésorerie, départ des personnes clés. Plusieurs actions sont encours pour limiter ces risques, et redonner un dynamisme à la société.

Le Groupe poursuit sa stratégie de partenariats ou alliances capitalistiques afin de trouver des synergies à ses nouvelles activités et/ou consolider ses positions sur des marchés ciblés.

### **1 . 8 . c. Risques juridiques**

#### **I. Propriété intellectuelle**

A ce jour, la Société n'a jamais eu de litige relatif à ses droits de propriété intellectuelle ou à ceux des tiers et ne s'attend pas à ce qu'il y en ait dans le futur.

#### **II. Faits exceptionnels et litiges**

Le détail des litiges est exposé dans le rapport financier annuel de l'exercice clos au 31 mars 2016 (paragraphe 2.4.3 « Risques juridiques »), seuls les évènements nouveaux sont repris ci-après.

#### **Litige Région Lorraine**

La procédure devant le juge-commissaire à la liquidation de la société Sky Aircraft du tribunal de commerce de BRIEY n'a pas connu d'évolution au cours du semestre.

Concernant la procédure au fond devant le Tribunal de Grande Instance de Metz, seule une audience de mise en état s'est tenue le 15 novembre 2016 pour le dépôt de conclusions. Il n'y pas eu d'autre évolution au cours du semestre.

**Litiges avec le Cédant du groupe Eolen et son représentant M. Leblanc**

Durant le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice, ces procédures ont connu les évolutions suivantes :

- Le litige prud'homal a fait l'objet d'une audience de conciliation. Une audience de plaidoirie a été fixée au 26 janvier 2017 ; la date du délibéré de la décision de première instance n'est pas encore connue, mais s'il y a appel, une décision définitive sur le fond n'est pas attendue avant 2019.

La procédure au fond engagé auprès du Tribunal de Commerce concernant la remise en cause de l'opération d'acquisition du Groupe Eolen a donné lieu à une première audience le 23 juin 2016. Par jugement en date du 30 septembre 2016, suite à une note en délibéré de la société GECI International, le Tribunal a rouvert les débats et tenu une nouvelle audience le 20 octobre 2016. Le délibéré était attendu pour le 25 novembre 2016, la décision n'est pas encore notifiée.

**Autres litiges :**

Dans la continuité du litige avec le cédant de la société « Groupe EOLEN », la société GECI International a assigné les commissaires aux comptes historiques (ie avant l'acquisition des sociétés Eolen par le Groupe GECI International) de la SAS Groupe EOLEN et de ses filiales dans le cadre de la certification des comptes clos au 31 décembre 2014. Aucun calendrier de mise en état n'a encore été fixé à ce jour.

Par ailleurs, la société GECI International a été assignée sur le fondement des articles L465-1 du code monétaire et financier (*déclaré contraire par le Conseil constitutionnel, par décision en date du 18 mars 2015, à la Constitution dans sa rédaction résultant de la loi n° 2005 -842 du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie*), 223-1 et 631-1 (*supprimé par l'arrêté du 14 septembre 2016 à la suite de l'entrée en application du règlement n° 596/2014/EU sur les abus de marché et de ses règlements délégués*) du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, L225-252 et L225-254 du code de commerce. La prochaine audience de mise en état est fixée au 13 janvier 2017.

Sur les litiges prud'homaux, concernant la société GECI International, la provision d'un montant de 50 K€ concernant un dossier dont les demandes s'élèvent ensemble à 243 K€. Le Conseil des prud'hommes a rendu son délibéré le 27 mai 2015. Celui-ci a constaté le partage des voix et n'a donc pu statuer. Une audience s'est tenue le 7 octobre 2016 ; le délibéré est fixé au 9 décembre 2016.

Concernant le « Groupe Eolen », une dizaine de litiges prud'homaux d'un montant global de 0,3 million d'euros ont été constatés dans les comptes pour une demande totale de 0,5 million d'euros.

Un litige sur l'Earn-out sur Amundis a été également provisionné pour 0,1 million d'euros (montant de la demande 0,1 million d'euros).

Un contrôle URSSAF sur la société Eolen et la société Eolen Finance, portant sur les exercices de 2009 à 2011, pour un montant global de 0,3 millions d'euros a été également provisionné.

Par ailleurs, il existe une notification de redressement à la suite du contrôle fiscal portant sur les CIR 2009 à 2012 d'Eolen Finance pour 1,4 millions d'euros, intégralement provisionné, et qui a fait l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif. Il n'y a pas d'éléments nouveaux à ce jour suite à cette contestation. Enfin, un contrôle fiscal sur la filiale Alliance Services Plus a débuté durant le mois de juillet 2015. Le contrôle se poursuit et porte sur les CIR des exercices 2011 à 2014. Sur les 4,2 millions de CIR générés au cours de ces exercices, seules les conclusions du contrôle ont été rendues pour le CIR 2011. Le redressement, que le Groupe a d'ores et déjà contesté, s'élève à 15K€ pour un CIR total généré en 2011 de 1,5 millions d'euros.

Litiges en M€			Notification (Risque maximal)	Provisions	Risque Potentiel complémentaire
URSSAF	2009-2011	Eolen	0,24	0,22	0,00
URSSAF	2010	Eolen Finance	0,09	0,06	0,00
CIR	2009-2012	Eolen Finance	1,38	1,38	0,00
CIR	2011-2014	AS +	CIR 2011 pour 1,5 M€ notifié pour 15K€. Les autres CIR sont en cours de contrôle pour une valeur de 2,7 M€	0,00	0,00
CIR	2012 - 2014	Autres Filiales n'ayant pas fait l'objet de contrôle		0,04	CIR 2013 et 2014 partiellement encaissés pour 0,8 M€ ; CIR 2012 non encaissés



#### 1 . 8 . d. Risques liés à l'organisation de la Société

##### I. Risques liés à une éventuelle perte de collaborateurs clés

Si le Groupe venait à perdre certains de ses salariés, son activité pourrait en être négativement affectée. Toutefois, ce risque a été largement atténué par l'organisation de la Société et sa structure de management qui avaient été considérablement renforcées au cours des précédents exercices, ainsi que par l'importance des effectifs, réduisant fortement la dépendance à un petit nombre de salariés clés.

Le Groupe a su s'entourer au fil des années de collaborateurs et de dirigeants, dont la compétence managériale et technique est reconnue par les clients de premier plan. Elle a ainsi développé un réseau étendu dans son secteur d'activité, qui lui permet de réagir rapidement en cas de départ d'hommes clés.

Une analyse approfondie est apportée lors des rapprochements capitalistiques. L'identification des personnes clés est primordiale, et l'analyse du contrôle interne permet d'accélérer cette identification et de dégager ainsi des risques éventuels et d'apporter des solutions.

Certains postes ont dû être externalisés pour des soucis de coûts. Cette stratégie n'a pas altéré la qualité de ses services. Le Groupe prévoit un renforcement de son effectif pour son projet de développement tout en poursuivant sa politique d'optimisation de coûts.

##### II. Risques lié à l'environnement

Les activités d'ingénierie du Groupe n'entraînent pas de risque significatif pour l'environnement. Plus spécifiquement, le Groupe étend progressivement l'utilisation de technologies informatiques collaboratives propres à faciliter la collaboration à distance et à limiter les déplacements. L'environnement fait partie des sujets sur lesquels le Groupe entend axer ses efforts de développement futur.

## II. Etats Financiers semestriels Consolidés

### 2.1. Etat de Résultat Global semestriel consolidé

	en k€	Notes	Avril.16-Sept.16 6 mois	Avril.15-Sept.15 6 mois	Avril.15-Mars.16 12 mois
<b>Chiffre d'affaires</b>		4.1	11 504	3 955	15 514
Autres Produits courants			0	0	55
Coûts directs			-7 628	-3 078	-9 536
<b>Marge sur coûts directs</b>			<b>3 876</b>	<b>877</b>	<b>6 032</b>
% du chiffre d'affaires			33,7%	22,2%	38,9%
Coûts généraux et administratifs			-3 662	-1 885	-5 073
<b>Résultat opérationnel Courant</b>			<b>214</b>	<b>-1 008</b>	<b>960</b>
Autres Produits et Charges Opérationnels <sup>(1)</sup>		4.2	-557	393	-232
<b>Résultat opérationnel Net</b>			<b>-343</b>	<b>-615</b>	<b>728</b>
Coût de l'endettement financier net			-109	-245	-555
Autres charges et produits financiers			28	55	24
<b>Résultat courant avant impôt</b>			<b>-424</b>	<b>-805</b>	<b>197</b>
Impôts sur les bénéfices			150	24	272
<b>Résultat net avant plus-values nettes sur participations cédées et résultat net des activités abandonnées</b>			<b>-274</b>	<b>-781</b>	<b>469</b>
Résultat net des activités abandonnées / destinées à être cédées <sup>(2)</sup>			0	0	0
<b>Résultat net</b>			<b>-274</b>	<b>-781</b>	<b>469</b>
<b>Attribuable aux propriétaires de la société mère</b>			<b>-568</b>	<b>-674</b>	<b>12</b>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle			294	-107	457

(en euros par action)	Avril.16-Sept.16 6 mois	Avril.15-Sept.15 6 mois	Avril.15-Mars.16 12 mois
Nombre moyen pondéré d'actions pour le calcul du résultat de base	62 278 226	33 929 522	34 087 747
Nombre moyen pondéré d'actions pour le calcul du résultat dilué	62 345 259	33 867 798	34 094 049
Résultat net de base par action	-0,004	-0,023	0,014
Résultat net dilué par action	-0,004	-0,023	0,014
Résultat net de base par action – hors résultat des activités abandonnées/destinées à être cédées	-0,004	-0,023	0,014
Résultat net dilué par action – hors résultat des activités abandonnées/destinées à être cédées	-0,004	-0,023	0,014

La contribution de la société ETUD Integral (3 mois d'activités) est de 0,98 million d'euros concernant le chiffre d'affaires, de 0,1 million d'euros de Résultat opérationnel courant, et un résultat net de 0,09 million d'euros.

L'acquisition d'ETUD Integral n'a pas donné lieu à ce stade à la reconnaissance d'un impôt différé actif sur report déficitaire. L'allocation du prix d'acquisition est toujours en cours suivant les préconisations de la norme IFRS 3 Révisée.

## 2 . 2. Etat de Résultat Global Semestriel Consolidé suite

	en k€	Notes	Avril.16-Sept.16 6 mois	Avril.15-Sept.15 6 mois	Avril.15-Mars.16 12 mois
<b>Résultat de l'exercice</b>			-274	-781	469
<i>Écarts actuariels</i>					169
<i>Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère</i>			112	-58	19
<i>Impôt différé constaté directement en situation nette</i>			0	0	1 130
<b>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</b>			112	-58	1 317
<b>Résultat global total</b>			<b>-162</b>	<b>-839</b>	<b>1 787</b>
Attribuable aux propriétaires de la société mère			-471	-713	944
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle			309	-126	843

La provision concernant les indemnités de fin de carrière au 30 septembre 2016 est celle issue de la projection réalisée dans le cadre de l'arrêtée 31 mars 2016, ainsi, les écarts actuariels ne sont pas calculés à ce stade et le seront donc à la clôture 31 mars 2017.

## 2.3. Etat de Situation Financière Semestrielle Consolidée

	en k€	Notes	Avril.16-Sept.16 6 mois	Avril 15- Mars.16 12 mois
<b>ACTIF</b>				
Immobilisations incorporelles		4 . 4	11 297	8 358
Immobilisations corporelles		4 . 4	157	113
Actifs financiers non courants		4 . 5	779	532
Impôts différés		4 . 7	1 620	1 455
<b>Total Actifs non-courants</b>			<b>13 853</b>	<b>10 458</b>
Actifs sur contrats en cours		3-7-d	260	58
Clients et autres débiteurs		4 . 6	6 540	5 564
Actif d'impôt exigible		4 . 7	6 540	6 622
Autres actifs courants		4 . 7	9 705	8 388
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 . 9	595	418
<b>Total Actifs courants</b>			<b>23 640</b>	<b>21 049</b>
<b>Actifs non courants détenus en vue de la vente</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Actif</b>			<b>37 492</b>	<b>31 507</b>
<b>PASSIF</b>				
Capital			672	617
Primes et réserves			-2 322	-2 535
<i>Résultat consolidé (attribuable aux propriétaires de la société mère)</i>			<b>-568</b>	<b>12</b>
<b>Total Capitaux propres, attribuable aux propriétaires de la société mère</b>			<b>-2 219</b>	<b>-1 906</b>
<b>Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle</b>			<b>2 119</b>	<b>1 774</b>
<b>Total des capitaux propres</b>			<b>-100</b>	<b>-132</b>
Emprunts et dettes financières		4 . 9	7 217	8 165
Provisions retraites et assimilées		4 . 8	3 002	2 097
Autres passifs non courants		4 . 10	337	0
<b>Total Passifs non courants</b>			<b>10 556</b>	<b>10 261</b>
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)		4 . 9	5 714	4 608
Provisions courantes		4 . 8	749	647
Passifs sur contrats en cours		4 . 10	17	0
Fournisseurs et autres créditeurs		4 . 10	4 267	3 364
Passif d'impôt exigible			0	0
Autres passifs courants		4 . 9	16 288	12 758
<b>Total Passifs courants</b>			<b>27 035</b>	<b>21 378</b>
<b>Passifs directement associés à des actifs non courants détenus en vue de la vente</b>			<b>0</b>	
<b>Total des passifs</b>			<b>37 592</b>	<b>31 639</b>
<b>Total Passif</b>			<b>37 492</b>	<b>31 507</b>

Concernant la contribution de la société ETUD Integral, les créances clients s'élèvent à 1,384 millions d'euros, la créance CIR est de 0,34 millions d'euros et les autres créances sont de 0,32 millions d'euros. Quant aux dettes, les dettes fournisseurs s'élèvent à 0,96 million d'euros, les comptes courants des anciens actionnaires de 0,04 million d'euros, et l'avance factor de 0,28 million d'euros. La provision d'indemnité de fin de carrière est évaluée à 0,91 millions d'euros, et les autres dettes s'élèvent à 3,71 millions d'euros, dont 3,4 millions de dettes sociales et fiscales.

## 2.4. Variation des Capitaux Propres Semestriels Consolidés

en K€	Capital et réserves liées						Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et réserves liées au capital	Reclassement des titres auto-détenus	Réserves de conversion	Autres réserves et résultat	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> avril 2016</b>	617	54 235	-22	1 251	-57 988	-1 906	1 775	-132
<i>Résultat net de la période</i>					-568	-568	294	-274
<b>Autres éléments du résultat global (nets d'impôt) :</b>	0	0	0	97	0	97	15	112
<i>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</i>						0		0
<i>Effet d'impôt</i>						0		0
<i>Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère</i>				97		97	15	112
<b>Résultat global de la période</b>	0	0	0	97	-568	-471	309	-162
Augmentation de capital	54	200				254		254
Paiements fondés sur des actions			7		-7	0		0
Reclassement des actions propres						0		0
Variation de pourcentage d'intérêt					-113	-113	43	-70
Autres variations					17	17	-7	10
<b>Total des transactions avec les actionnaires</b>	54	200	7	0	-103	158	36	194
<b>Capitaux propres au 30 septembre 2016</b>	671	54 435	-15	1 348	-58 659	-2 219	2 119	-100
<b>Capitaux propres au 1er avril 2015</b>	8 480	46 180	-100	1 219	-70 680	-14 902	0	-14 902
<i>Résultat net de la période</i>					12	12	457	469
<b>Autres éléments du résultat global (nets d'impôt) :</b>	0	0	0	32	899	931	386	1 317
<i>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</i>					111	111	58	169
<i>Effet d'impôt</i>					788	788	341	1 130
<i>Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère</i>				32		32	-13	19
<b>Résultat global de la période</b>	0	0	0	32	911	944	843	1 787
Augmentation de capital	6 950	8 340				15 290		15 290
Paiements fondés sur des actions	5				-5	0		0
Remboursement de capital	-14 818				14 818	0		0
Reclassement des actions propres			88		-88	0		0
Variation de pourcentage d'intérêt					-3 960	-3 960	552	-3 408
Autres variations		-284	-10		1 016	722	380	1 101
<b>Total des transactions avec les actionnaires</b>	-7 863	8 056	78	0	11 781	12 052	932	12 983
<b>Capitaux propres au 31 mars 2016</b>	617	54 235	-22	1 251	-57 988	-1 906	1 775	-132



## 2.5. Tableau des Flux de Trésorerie Semestriels Consolidés

En k€	Avril. 16-Sept. 16 (6 mois)	Avril. 15-Sept. 15 (6 mois)	Avril. 15-Mars. 16 (12 mois)
<b>FLUX DE TRESORERIE LIE À L'ACTIVITE</b>			
Résultat net consolidé	-274	-781	469
+ Amortissements et provisions	394	217	435
- Plus et Moins values de cession d'immobilisations	0	0	-80
- Autres éléments sans incidence de trésorerie	40	365	-250
- Intérêts payés	109	245	637
- Charge d'impôt (yc impôts différés)	-164	0	-272
<b>Flux de trésorerie avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôts</b>	<b>105</b>	<b>46</b>	<b>939</b>
Impôts versés	-1	0	-54
Variation de stocks	0	0	0
Variation des créances exploitation	370	2 484	-296
Variation des dettes exploitation	-197	44	620
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	173	2 528	325
<b>FLUX DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE - (A)</b>	<b>277</b>	<b>2 574</b>	<b>1 210</b>
Décaissements nets sur acquisitions/cessions immobilisations	-91	-13	-89
<i>Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles</i>	-91	-13	-46
<i>Encaissements sur cession d'immobilisations incorporelles</i>	0	0	0
<i>Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles</i>	0	0	-43
<i>Encaissements sur cession d'immobilisations corporelles</i>	0	0	0
Developpement Autofinancé			0
<b>Investissements d'exploitations nets</b>	<b>-91</b>	<b>-13</b>	<b>-89</b>
Décaissements nets liés aux acquisitions financières (y compris Trésorerie des sociétés acquises)	-249	0	-3 939
Décaissements nets liés aux acquisitions d'immo financières	-45	0	-67
Cession de Titres de participation (Consolidées et non Consolidées)	0	2 259	0
Trésorerie des activités destinées à être cédées	0	0	0
Regroupement d'entreprises (*)	-70	-8 638	0
<b>Investissements financiers nets</b>	<b>-365</b>	<b>-6 379</b>	<b>-4 005</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT - (B)</b>	<b>-456</b>	<b>-6 392</b>	<b>-4 094</b>
Encaissement net sur augmentation de capital	254	0	15 006
Augmentation du Capital des filiales souscrites par des tiers	0	0	250
Augmentation et diminution des actions propres	-7	0	-88
Apports en compte courant	0	733	-15 454
Variation nette des emprunts	-189	2 764	-120
<i>Encaissement d'emprunt</i>	11	0	29
<i>Remboursement d'emprunt</i>	-200	2 764	-149
Intérêts payés	-109	-245	-637
<b>FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT - (C)</b>	<b>-51</b>	<b>3 251</b>	<b>-1 044</b>
Variation des cours des devises	103	-57	-32
<b>VARIATION DE TRESORERIE hors activités abandonnées</b>	<b>-128</b>	<b>-624</b>	<b>-3 961</b>
<b>Trésorerie d'ouverture</b>	<b>-2 391</b>	<b>1 570</b>	<b>1 570</b>
Variation de trésorerie	-128	-624	-3 961
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>-2 519</b>	<b>946</b>	<b>-2 391</b>
<b>dont disponibilités et quasi disponibilités</b>	<b>595</b>	<b>753</b>	<b>418</b>
dont avances perçues de la société d'affacturage	-2 127	0	-1 890
dont autres (découverts...)	-987	192	-919



**Flux net de trésorerie opérationnelle** des opérations poursuivies, ressort à + 0,3 million d'euros. Les impôts différés nets de 0,2 million d'euros, ainsi que la variation du BFR quasi nulle, concernent essentiellement les activités des sociétés EOLEN. Les créances concernent notamment les créances fiscales relatives au CIR (6,6 millions d'euros), et des créances clients nettes (6,5 millions d'euros) qui sont factorisées dans leur majorité. Les dettes concernent des dettes fournisseurs pour 4,3 millions d'euros, et des dettes fiscales et sociales courantes.

**A – Autres produits et charges non réalisés**

(En milliers d'euros)	Fin Sept 2016
Dotations nettes relatives aux amortissements	275
Dotations nettes relatives aux provisions	118
(Profits) pertes nets sur cessions d'éléments d'actifs	0
Charges d'impôt (y compris impôts différés)	(164)
Charge d'endettement nets	109
Autres	40
<b>Autres produits et charges non réalisés</b>	<b>379</b>

**A bis – Variation du besoin en fonds de roulement**

(En milliers d'euros)	Fin Sept 2016	Entrée de périmètre ETUD Integral	Fin Mars 2016	Variation
Diminution (augmentation) des stocks nets	0		0	0
Diminution (augmentation) des créances clients	6 540	1 782	5 564	806
Diminution (augmentation) des autres actifs	16 505	982	15 068	(455)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	4 267	930	3 364	(27)
Augmentation (diminution) des autres passifs	16 643	4 036	12 758	(151)
ajustement des dettes d'immo				0
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>43 955</b>	<b>7 729</b>	<b>36 754</b>	<b>173</b>

**Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement financier**, ressort à - 0,5 million d'euros. L'acquisition de la société ETUD Integral a généré un flux négatif de 0,2 million d'euros (y compris la trésorerie nette négative de 0,2 million d'euros). L'investissement est quasi-nul, les activités s'appuyant principalement sur du capital humain. Néanmoins quelques matériels ont été renouvelés.

**B – Flux de trésorerie liés aux investissements**

(En milliers d'euros)	Fin Sept 2016	Entrée de périmètre ETUD Integral	Fin Mars 2016	Variation
Acquisitions d'immobilisations selon tableau de variations	7 966	1 401	6 612	48
Retraitement CB	(5 263)		(5 263)	0
Retraitement Cession / Mise au rebut	190		0	(190)
Ecart de conversion	(9)		0	9
Retraitement Avances sur Immo	0		43	43
Goodwill	6 901	3 189	3 712	0
<i>Total des acquisitions de la période</i>	<u>9 785</u>		<u>5 104</u>	<u>(91)</u>
Décalage de décaissement (variations dettes d'immobilisation)	0		0	0
<b>Investissements incorporels et corporels décaissés</b>	<b>9 785</b>		<b>5 104</b>	<b>(91)</b>
Décaissements nets liés aux acquisitions financières	(20)			(20)
Trésorerie des sociétés acquises (cédées) durant l'exercice	(229)			(229)
Décaissements nets liés aux acquisitions immo financières	1 071	327	699	(45)
Cession de Titres de participation (Consolidées et non Consolidées)				0
Variation de périmètre / Regroupement d'entreprises (*)	70			(70)
<b>Investissements financiers nets</b>	<b>892</b>		<b>699</b>	<b>(365)</b>





**Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement**, ressort à - 0,1 million d'euros. L'augmentation de capital concerne, l'opération financière d'émission de BSA (1 BSA pour 1 Action GECP, période d'exercice courant jusqu'en octobre 2017, et prix d'exercice 0,06 centime d'euro) sur la holding. A fin septembre 2016, il a été constaté 5 424 674 BSA exercés, pour un montant global de 325 480,44 euros. La diminution des dettes financières concerne le remboursement des premières échéances des dettes bancaires des sociétés Eolen.

**C – Flux de trésorerie liés aux financements**

(En milliers d'euros)	Fin Sept 2016	Entrée de périmètre ETUD Integral	Fin Mars 2016	Variation
Augmentation de capital	254			254
Augmentation du Capital des filiales souscrites par des tiers	0			0
Correction actions propres	(7)			(7)
<i>Sous-total</i>	<u>248</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>248</u>
Comptes courant actionnaires	856	48	809	2
Autres emprunts	404		392	12
Dettes Bancaires	5 800		5 997	(197)
Ecart de conversion	(5)			(5)
Regroupement d'entreprises (*)				0
Crédit Bail	15		15	0
Dettes Crédit bail	5 278		5 278	0
Charge d'endettement nets	(109)		(637)	(109)
<b>Flux de trésorerie liés aux financements</b>	<b>7 208</b>		<b>6 576</b>	<b>(51)</b>

*(les dettes de crédit-bail sont neutralisées)*

## III. Notes Explicatives

### 3.1. Activités et Faits marquants

Poursuivant sa stratégie de développement sur des marchés à forte valeur ajoutée, le Groupe GECI International a réalisé une nouvelle opération de croissance externe avec l'acquisition de la société « ETUD Integral ». Cette société d'ingénierie spécialisée dans le domaine de l'automobile et des transports permet de renforcer les expertises du Groupe, et ainsi d'accompagner ses clients dans la transition numérique, avec de nouvelles offres de services et produits.

#### **ETUD Integral, société de conseils et d'ingénierie innovante**

Créée en 1984, ETUD Integral, implantée en Ile de France, offre une prestation comprenant style, conception, développement, ergonomie et réalisation de prototypes. Elle apporte depuis sa création des solutions personnalisées et innovantes à ses clients, notamment auprès de groupes français et internationaux dans les domaines de l'automobile, les transports publics, la mobilité urbaine (Renault, PSA,...), ainsi que le mobilier urbain (JCDecaux).

La société ETUD Integral, parmi ses nombreuses études et projets réalisés par ses clients, a conçu et développé des concepts car et des véhicules urbains, notamment électriques, parmi lesquels le prototype « Renault Twizy », et également des gammes complètes de mobilier urbain pour JCDecaux.

La prise de participation de GECI International, historiquement reconnue dans le domaine des transports, s'est concrétisée par l'acquisition de la totalité du capital d'ETUD Integral, concomitamment au réaménagement de sa dette. Avec un chiffre d'affaires en 2015 de 4 millions d'euros et 53 salariés, la société ETUD Integral, désormais adossée, pérennise ainsi ses relations commerciales et envisage un accroissement durable de son chiffre d'affaires.

#### **Une acquisition pour renforcer les activités du Groupe**

ETUD Integral a capitalisé depuis ses débuts, sur un fort savoir-faire d'innovation automobile. Son alliance avec GECI International permet d'importantes synergies et opportunités de développement renforçant ainsi les activités du Groupe dans le domaine des transports.

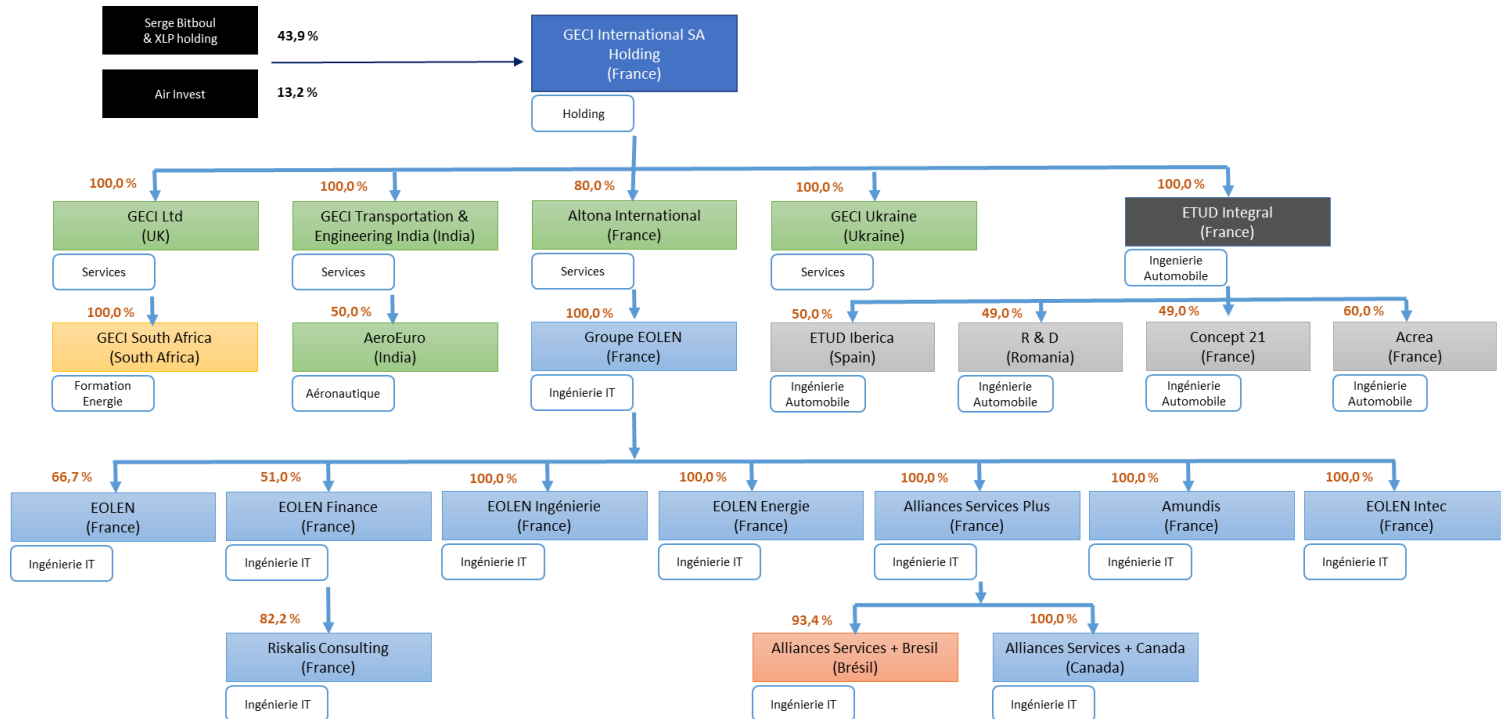
Ce rapprochement contribuera notamment à :

- Développer le savoir-faire d'ETUD Integral en IoT, mobilier et mobilité urbains ;
- Compléter le portefeuille clients à l'international avec une offre élargie ;

- Renforcer l'offre de conseil et d'ingénierie du Groupe GECI International dans le domaine des transports, de la mobilité urbaine et des services et solutions connectés ;

La date d'acquisition de la société ETUD Integral étant le 21 juin 2016, les résultats de la société ETUD Integral sont consolidés à compter de cette date, par la méthode de l'intégration globale.

Suite à cette acquisition, l'organigramme juridique du Groupe se présente comme suit :



Enfin, le Groupe poursuit sa politique de démarche « Qualité » et prévoit de d'obtenir sa certification ISO (9001 et 27001) durant le deuxième semestre civil 2017.



## 3.2. Base de préparation des états financiers consolidés, et continuité d'exploitation

### 3.2.1. Principes et règles comptables

Le Groupe établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 30 septembre 2016 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les comptes intermédiaires sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels clos au 31 mars 2016.

Les normes, les interprétations et les amendements aux normes en vigueur qui ont été publiées et qui sont d'application obligatoire depuis l'exercice ouvert le 1er janvier 2016 sont les suivants :

- Amendements d'IAS 1 « Présentation des états financiers » – Amélioration de la présentation et des informations fournies en annexe ;
- Amendements d'IAS 16 « Immobilisations corporelles » et IAS 38 « Immobilisations incorporelles » – Clarification sur les méthodes d'amortissement et de dépréciation acceptables ;
- Amendements d'IAS 19 « Avantages du personnel » – Contributions des employés ;
- Amendements d'IFRS 11 « Partenariats » – Acquisition d'une participation dans une opération conjointe ;
- Améliorations des IFRS publiées en décembre 2013 (cycle 2010-2012) ;
- Améliorations des IFRS publiées en septembre 2014 (cycle 2012-2014).

Ces textes applicables de façon obligatoire à compter du 1er janvier 2016 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

### 3.2.2. Déclaration de conformité

Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2016/2017 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant d'états financiers résumés au sens du §8 de la norme IAS 34, les notes annexes ne portent que sur les éléments significatifs du semestre. Ils n'incluent pas toutes les informations requises par le référentiel IFRS pour la préparation des comptes consolidés annuels et doivent être lus conjointement avec le rapport financier annuel 2016.

### 3.2.3. Principe de continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés du Groupe au 30 septembre 2016, ont été établis en conformité avec référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union Européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et ont été arrêtés par le conseil d'administration prévu pour le 7 décembre 2016.

Les principes comptables ainsi que les méthodes d'évaluation, appliqués aux comptes Groupe clos le 31 mars 2016 ont été reproduits aux états financiers consolidés Groupe clos le 30 septembre 2016, à l'exception des effets des nouvelles normes et interprétation tels que décrits ci-dessus.

Les comptes au 30 Septembre 2016, ont été établis dans le cadre d'un principe de continuité d'exploitation dans la mesure où celle-ci doit s'apprécier sur un horizon de 12 mois à compter de la date de clôture, soit jusqu'au 30 septembre 2017.

La capacité de GECI International à faire face à l'ensemble de ses engagements repose sur un plan de trésorerie prévisionnel de 12 mois couvrant la période d'octobre 2016 à septembre 2017 élaboré par le Groupe. La direction financière de GECI International réalise de manière régulière un suivi et actualisation de ce plan de trésorerie qui intègre notamment les prévisions d'activités de chaque pôle, les éventuels risques prud'homaux ainsi que les remboursements des mensualités des diverses dettes des sociétés EOLEN et ETUD Integral.

Ce plan de trésorerie a été présenté au Conseil d'Administration du 7 décembre 2016.

#### 3 . 2 . 4. Autres principes comptables

**Base d'évaluation** : La comptabilisation des actifs et passifs est basée sur le principe comptable des coûts historiques.

**Recours à des estimations** : La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la Direction d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent s'avérer différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes périodes ultérieures affectées.

**Amortissement des immobilisations** : Les amortissements semestriels sont calculés sur la base des seuls actifs détenus par le groupe au 30 septembre 2016.

**Test de dépréciation** : s'il existe un quelconque indice qu'un actif peut avoir subi une perte de valeur, le Groupe procède à l'estimation de la valeur recouvrable de l'actif. Par ailleurs, qu'il y ait un indice de perte de valeur ou non, le Groupe procède annuellement à un test de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et du goodwill (IAS 36).

**Trésorerie et équivalents de trésorerie** : La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue ainsi que les équivalents de trésorerie (IAS 7).

**Comptabilisation du CICE** : Le CICE vient en diminution des charges sociales (IAS 19).

**Conversion des états financiers des sociétés étrangères** : les états financiers des filiales étrangères sont intégrés selon les normes IFRS 21, avec la conversion dans la monnaie de présentation (euro).

**Écarts d'acquisition** : L'écart d'acquisition constaté lors d'une prise de participation correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la part du Groupe dans l'actif net retraité de la société acquise. Cette différence de valeur se répartit entre :

(1) Les écarts d'acquisitions afférents à certains éléments identifiables du bilan qui sont reclassés dans les postes appropriés et suivent les règles comptables qui leur sont propres.

(2) L'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles sont soumis à un test de valeur annuel.

### 3 . 3. Evolution du périmètre de consolidation

#### 3 . 3 . 1. Méthode et périmètre de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée aux états financiers des sociétés desquelles le Groupe exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé de sa quote-part des variations postérieures à l'acquisition des capitaux propres. La participation du groupe comprend le goodwill.

Toutes les sociétés sont consolidées sur la base des comptes semestriels arrêtés le 30 septembre 2016 et retraités, le cas échéant, pour être harmonisés avec les principes comptables du Groupe. Les sociétés entrantes dans le périmètre sont consolidées au moment du transfert juridique des titres acquis. A cet effet, un arrêté comptable des sociétés acquises est réalisé.

### 3 . 3 . 2. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation a évolué, avec l'intégration de la société « ETUD Integral ». Cette dernière ayant été acquise à 100%, la méthode de consolidation retenue est l'intégration globale.

La société « ETUD Integral » détient des participations sur d'autres sociétés, dont le contrôle n'est pas exclusif. Le Groupe a donc valorisé ces titres selon leur valeur économique.

### 3 . 4. Evènements postérieurs au 30 septembre 2016

Le Groupe a mis en place un contrat de liquidité sur le titre GECP. Ce contrat sera effectif à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2016. Le Groupe a demandé le changement de groupe de cotation pour passer à une cotation en continu dès cette date.

### 3 . 5. Informations sur le caractère saisonnier ou cyclique des activités

L'activité du Groupe n'est pas sujette à saisonnalité et se réalise de manière relativement homogène entre chaque semestre.

### 3 . 6. Informations sur les transactions entre les parties liées

L'actionnaire principal de GECI International est Serge BITBOUL qui détient, au 30 septembre 2016, 44,5% des actions de la société directement et indirectement via XLP Holding dont il est l'associé unique.

Le montant des compte-courants créditeurs vis-à-vis des associés dans GECI International est de 0,1 million d'euros au 30 septembre 2016 (XLP Holding).

GECI International a donné mandat à la société XLP Holding ex-GTH la gestion de sa trésorerie de façon ponctuelle. À la fin de cet exercice, le solde constaté est non significatif.

Un prêt de 250 K€ a été accordé à GECI Ltd par Mohacs Trading & Services SA en novembre 2012. Le prêt n'a pas été remboursé à ce jour et un report de remboursement est envisagé.

Un prêt de 135 K€ a été accordé à GECI Ltd par LeaseTech en novembre 2012. Le prêt n'a pas été remboursé à ce jour et un report de remboursement est envisagé.

## IV. Notes relatives à certains postes de bilan et du compte de résultat

### 4.1. Chiffre d'Affaires

	En k€	Avril.16-Sept.16 6 mois	Avril.15-Sept.15 6 mois	Avril.15-Mars.16 12 mois
Facturations		11 504	3 955	15 514
Variations des Actifs/Passifs sur contrats en cours				
<b>Chiffre d'Affaires</b>		<b>11 504</b>	<b>3 955</b>	<b>15 514</b>

	2016 - 2017 (6 mois)									
	Ingénierie		Informatique et Télécom		Finance		Holding		TOTAL	
Formation	288	11%		0%		0%		0%	288	3%
Banque & Assurances		0%		0%	2 972	100%		0%	2 972	26%
Télécoms & Multimédia		0%	3 981	67%		0%		0%	3 981	35%
Energie Transport Industrie	2 243	89%		0%		0%		0%	2 243	19%
Infogérance		0%	1 401	24%		0%		0%	1 401	12%
HPC		0%	550	9%		0%		0%	550	5%
Autres		0%		0%		0%	69	100%	69	1%
<b>Total Consolidé</b>	<b>2 531</b>	<b>100%</b>	<b>5 932</b>	<b>100%</b>	<b>2 972</b>	<b>100%</b>	<b>69</b>	<b>100%</b>	<b>11 504</b>	<b>100%</b>

	2015 - 2016 (6 mois)									
	Ingénierie		Informatique et Télécom		Finance		Holding		TOTAL	
Formation	376	40%		0%		0%		0%	376	10%
Banque & Assurances		0%		0%	1 051	100%		0%	1 051	27%
Télécoms & Multimédia		0%	1 413	72%		0%		0%	1 413	36%
Energie Transport Industrie	559	60%		0%		0%		0%	559	14%
Infogérance		0%	401	20%		0%		0%	401	10%
HPC		0%	149	8%		0%		0%	149	4%
Autres		0%		0%		0%	7	100%	7	0%
<b>Total Consolidé</b>	<b>935</b>	<b>100%</b>	<b>1 963</b>	<b>100%</b>	<b>1 051</b>	<b>100%</b>	<b>7</b>	<b>100%</b>	<b>3 955</b>	<b>100%</b>

	2015 - 2016 (12 mois)									
	Ingénierie		Informatique et Télécom		Finance		Holding		TOTAL	
Formation	641	23%		0%		0%		0%	641	4%
Banque & Assurances		0%		0%	4 255	100%		0%	4 255	27%
Télécoms & Multimédia		0%	5 830	70%		0%		0%	5 830	38%
Energie Transport Industrie	2 168	77%		0%		0%		0%	2 168	14%
Infogérance		0%	1 792	22%		0%		0%	1 792	12%
HPC		0%	694	8%		0%		0%	694	4%
Autres		0%		0%		0%	134	100%	134	1%
<b>Total Consolidé</b>	<b>2 809</b>	<b>100%</b>	<b>8 316</b>	<b>100%</b>	<b>4 255</b>	<b>100%</b>	<b>134</b>	<b>100%</b>	<b>15 514</b>	<b>100%</b>



	2016 - 2017 (6 mois)									
	Ingénierie		Informatique et Télécom		Finance		Holding		TOTAL	
France	2 243	89%	4 378	74%	2 972	100%	69	100%	9 662	84%
Union Européenne		0%		0%		0%		0%	0	0%
Autres Zones	288	11%	1 555	26%		0%		0%	1 842	16%
<b>Total Consolidé</b>	<b>2 531</b>	<b>100%</b>	<b>5 932</b>	<b>100%</b>	<b>2 972</b>	<b>100%</b>	<b>69</b>	<b>100%</b>	<b>11 504</b>	<b>100%</b>

	2015 - 2016 (6 mois)									
	Ingénierie		Informatique et Télécom		Finance		Holding		TOTAL	
France	559	60%	1 532	78%	1 051	100%	7	100%	3 148	80%
Union Européenne		0%		0%		0%		0%	0	0%
Autres Zones	376	40%	431	22%		0%		0%	807	20%
<b>Total Consolidé</b>	<b>935</b>	<b>100%</b>	<b>1 963</b>	<b>100%</b>	<b>1 051</b>	<b>100%</b>	<b>7</b>	<b>100%</b>	<b>3 955</b>	<b>100%</b>

	2015 - 2016 (12 mois)									
	Ingénierie		Informatique et Télécom		Finance		Holding		TOTAL	
France	2 168	77%	6 628	80%	4 255	100%	134	100%	13 185	85%
Union Européenne		0%		0%		0%		0%	0	0%
Autres Zones	641	23%	1 688	20%		0%		0%	2 329	15%
<b>Total Consolidé</b>	<b>2 809</b>	<b>100%</b>	<b>8 316</b>	<b>100%</b>	<b>4 255</b>	<b>100%</b>	<b>134</b>	<b>100%</b>	<b>15 514</b>	<b>100%</b>

## 4 . 2. Autres produits et charges opérationnels

Néant.

## 4 . 3. Informations Sectorielles

Le Groupe poursuit sa stratégie de redéploiement, notamment par l'acquisition en juin 2016 de la société « ETUD Integral ».

Au titre de l'IFRS 8, l'activité du Groupe a été redéfinie :

- Le pôle « Ingénierie » : certaines activités des sociétés Eolen sont venues renforcer les activités historiques du Groupe. Il s'agit notamment des activités d'ingénierie dans le domaine de l'énergie, du transport, de l'industrie et de la formation. La nouvelle filiale a intégré ce pôle.
- Le pôle « Finance » regroupe les prestations de services et conseils auprès des établissements bancaires.
- Le pôle « Informatique & Télécom » regroupe les activités liées au domaine de la télécommunication & multimédia, de l'infogérance et de la solution « HPC » (High Performance Computing).
- GEI International constitue la Holding.

Dans le tableau qui suit, les éliminations intercompagnies concernent majoritairement, les management fees, facturés par la holding vers ses filiales.

en K€	Avril.16-Septembre.16					Avril.15- Mars.16						
	Activité Ingénierie	Activité Informatique et Télécom	Activité Finance	Holding	Elim Intercos	Total	Activité Ingénierie	Activité Informatique et Télécom	Activité Finance	Holding	Elim Intercos	Total
Chiffre d'affaires	2 558	5 932	2 972	1 048	-1 005	11 504	2 809	8 316	4 255	1 599	-1 465	15 514
Coûts directs	-1 828	-3 936	-1 819	-63	18	-7 628	-1 781	-5 422	-2 252	-81	0	-9 536
<b>Marge sur coûts directs</b>	<b>730</b>	<b>1 997</b>	<b>1 152</b>	<b>985</b>	<b>-987</b>	<b>3 876</b>	<b>1 028</b>	<b>2 949</b>	<b>2 003</b>	<b>1 518</b>	<b>-1 465</b>	<b>6 032</b>
% du chiffre d'affaires	28,5%	33,7%	38,8%	N/A		33,7%	36,6%	35,5%	47,1%			38,9%
Coûts généraux et administratifs	-764	-1 545	-774	-1 565	986	-3 662	-943	-2 672	-1 367	-1 556	1 465	-5 073
<b>Résultat opérationnel Courant</b>	<b>-34</b>	<b>452</b>	<b>379</b>	<b>-581</b>	<b>-1</b>	<b>214</b>	<b>86</b>	<b>277</b>	<b>636</b>	<b>-38</b>	<b>0</b>	<b>960</b>
Autres Produits et Charges Opérationnels	-130	-126	-63	-239	0	-557	-78	-265	-139	250	0	-232
<b>Résultat opérationnel Net</b>	<b>-164</b>	<b>326</b>	<b>316</b>	<b>-819</b>	<b>-1</b>	<b>-343</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>497</b>	<b>212</b>	<b>0</b>	<b>728</b>
Coût de l'endettement financier net	-10	-54	-27	-14	-5	-109	-42	-124	-63	-326	0	-555
Autres charges et produits financiers	0	19	10	-7	6	28	20	61	31	-88	0	24
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>-174</b>	<b>292</b>	<b>298</b>	<b>-840</b>	<b>0</b>	<b>-424</b>	<b>-14</b>	<b>-52</b>	<b>464</b>	<b>-202</b>	<b>0</b>	<b>197</b>
Impôts sur les bénéfices	19	88	44		0	150	50	147	75	0	0	272
<b>Résultat net avant plus-values nettes sur participations cédées et résultat net des activités abandonnées</b>	<b>-155</b>	<b>380</b>	<b>342</b>	<b>-840</b>	<b>0</b>	<b>-274</b>	<b>36</b>	<b>95</b>	<b>541</b>	<b>-202</b>	<b>0</b>	<b>469</b>
Résultat net des activités abandonnées / destinées à être cédées						0	0	0	0	0	0	0
<b>Résultat net</b>	<b>-155</b>	<b>380</b>	<b>342</b>	<b>-840</b>	<b>0</b>	<b>-274</b>	<b>36</b>	<b>95</b>	<b>541</b>	<b>-202</b>	<b>0</b>	<b>469</b>

Les comptes consolidés du premier semestre de l'exercice 2016-2017 intègrent 3 mois d'activités de la société « ETUD Integral », classés dans le pôle « Ingénierie ». L'exercice précédent intègre 8 mois d'activités des sociétés « EOLEN ».

Les secteurs d'activités ont été définis lors de la clôture annuelle à fin mars 2016. Le Groupe estime que seul le comparatif avec le compte de résultat sectoriel annuel (à fin mars 2016), est pertinent.



## 4.4. Immobilisations

En k€	Imm. Incorporelles				Imm. Corporelles				Total
	Logiciels Techniques	Goodwill	Autres	Total	Installations techniques	Equipement des bureaux, informatique	Avances sur Immobilisations	Total	
<b>Valeur brute au 31 mars 2016</b>	3 409	412	8 149	11 970	351	3 266	43	3 661	15 631
Acquisitions		3 189		3 189	1	90		91	3 281
Variation de périmètre	539			539		863		863	1 401
Cessions				0		-148	-43	-191	-191
Ecart conversion	0			0		8		8	9
Autres				0				0	0
<b>Valeur brute au 30 Septembre 2016</b>	3 948	3 601	8 149	15 698	352	4 080	0	4 432	20 130
<b>Amortissements au 31 mars 2016</b>	3 298	0	314	3 612	310	3 238	0	3 548	7 160
Dotation	15		236	251	9	16		25	275
Variation de périmètre	539			539		846		846	1 384
Reprise sur cessions				0		-148		-148	-148
Ecart conversion	0			0		4		4	5
Autres				0				0	0
<b>Amortissements au 30 Septembre 2016</b>	3 851	0	550	4 401	319	3 956	0	4 275	8 676
<b>Valeur Nette au 30 Septembre 2016</b>	97	3 601	7 599	11 297	33	124	0	157	11 454

La variation de périmètre concerne l'intégration des comptes de la société « ETUD Integral ».

Aucun test de dépréciation n'a été effectué à fin septembre 2016, car aucun indice de perte de valeur n'a été détecté. En effet, le ralentissement constaté sur certains pôles, ne devrait pas remettre en cause les perspectives à 3 ans déterminées par la Direction. Les différentes actions déjà mises en place, ont été ralenties par certains aléas, mais devraient produire leurs effets dès le début de l'année civile 2017.

**Ecart d'acquisition :**

Les 3,2 millions d'euros d'écart d'acquisition correspondent à la différence entre le coût de la transaction et l'actif net de la société acquise « ETUD Integral ».

Le coût d'acquisition a été estimé à 20K€.

La juste valeur a été obtenue selon la valeur de l'actif net comptable retraité des comptes consolidés à fin juin 2016 de la société acquise, pour - 3,2 millions d'euros (valeur des capitaux propres part groupe retraitée). Conformément à la norme IFRS 3 révisée, le Groupe dispose d'un an à compter de la date d'acquisition pour procéder à l'allocation de l'écart d'acquisition et donc de la détermination finale du Goodwill.

## 4 . 5. Actifs financiers non courants

	En k€	Participation dans les entreprises associées	Actifs financiers non courants			Total	
			Prêts	Autres actifs Non courants	Dépôts de garantie		
					Placés en actions		Simple
<b>Valeur brute au 31 mars 2016</b>		165	0	0	173	358	696
Acquisitions/Augmentations						49	49
Variation de périmètre Périmètre		173		123		30	326
Cessions/Remboursements						-4	-4
Ecart conversion		3				1	4
Autres							0
<b>Valeur brute au 30 Septembre 2016</b>		341	0	123	173	435	1 072
<b>Dépréciations au 31 mars 2016</b>		165	0	0	0	0	165
Dotations							0
Reprise sur cessions							0
Variation de périmètre Périmètre		25		100			125
Ecart conversion		3					3
Autres							0
<b>Dépréciations au 30 Septembre 2016</b>		193	0	100	0	0	293
<b>Valeur Nette au 30 Septembre 2016</b>		148	0	23	173	435	779

Les seuls mouvements concernent d'une part le dépôt de garantie liés aux nouveaux locaux, situé à Paris 16ème du « Groupe EOEN », et d'autre part, l'intégration dans le périmètre de la société « ETUD Integral » (Variation de périmètre).

## 4 . 6. Actifs courants

	En k€	Avril.16-Sept.16 6 mois	Avril.15-Mars.16 12 mois
Clients et compte rattachés		9 372	5 491
Provisions sur comptes clients		-3 797	-660
Factures à établir		965	734
<b>Clients et autres débiteurs</b>		<b>6 540</b>	<b>5 564</b>

L'impact de l'intégration de la société « ETUD Integral » est de + 4,9 millions d'euros sur les créances clients et de 3,1 millions d'euros sur les provisions. Suite à son intégration, les créances de la société « ETUD Integral » ont fait l'objet d'un contrat de factoring auprès de la société Facto France (anciennement GE Factor). Les créances clients des sociétés « EOEN » sont d'ores et déjà factorisées auprès de cet organisme.



La constitution de provision sur comptes clients est faite au cas par cas. Les provisions sur les créances de la société « ETUD Integral » concernent des créances anciennes.

#### 4.7. Autres actifs courants et actif d'impôt exigible

	En k€	Avril.16-Sept.16 6 mois	Avril.15-Mars.16 12 mois
Avances Fournisseurs		109	32
Créances sociales		302	953
Créances fiscales		8 869	7 241
Charges constatées d'avance		166	121
Créances diverses		258	40
<b>Autres actifs courants</b>		<b>9 705</b>	<b>8 388</b>
Créances d'Impôts		6 540	6 622
<b>Actif d'impôt exigible</b>		<b>6 540</b>	<b>6 622</b>

Les créances fiscales concernent majoritairement des créances de TVA (TVA déductibles, Crédit de TVA).

Les créances d'impôts concernent les créances CIR (2012 à 2015) et CICE (2013 à 2015) des filiales du « Groupe EOLEN », ainsi que les provisions de créances CIR 2016 des sociétés « EOLEN » et la société « ETUD Integral ». Une partie de ces créances (« EOLEN ») fait l'objet de contrôles fiscaux, dont certains sont en cours comme chez Alliance Services Plus. Ce dernier porte sur le CIR encore à l'actif (1,6 millions d'euros) mais aussi sur le CIR reçu (2,4 millions d'euros). Aucune provision au titre du contrôle chez Alliance Services Plus n'a été comptabilisée au 30 septembre 2016. D'ores et déjà, le contrôle du CIR 2011, pour une somme de 1,5 millions d'euros, a donné lieu à ce jour à un redressement contestable de 15K€.

	En k€	Mars.16	Variation en résultat	Variation en sit. nette	Sept.16
Provision pour avantages au personnel		72	11		83
Attributions d'actions gratuites		0	0		0
Activation de déficits		1 345	193		1 538
Autres		38	-1	-38	-1
<b>Impôts différés Net</b>		<b>1 455</b>	<b>203</b>	<b>-38</b>	<b>1 620</b>
<b>Impôts différés Actif</b>		<b>1 455</b>			<b>1 620</b>
<b>Impôts différés Passif</b>		<b>0</b>			<b>0</b>

Des IDA ont été comptabilisés, d'une part, sur les déficits générés par les entités durant le premier semestre, et d'autre part, sur les écritures d'ajustement ou de retraitement passées en consolidation (les provisions d'indemnités de fin de carrière et les honoraires liés à l'estimation des CIR). Les IDA ne sont reconnus que pour les entités sur lesquelles le Groupe possède une visibilité suffisante quant à leur capacité à les consommer.

## 4.8. Provisions

	Mars.16	Variation du périmètre	Dotations	Reprises suite à consommation	Reprises non utilisées	Reclassement	Sept. 2016
<b>Provisions clients</b>	660	3 132	5				3 797
<b>Provisions autres actifs courants</b>	56						56
<b>Provisions retraites et assimilées</b>	294	888	67				1 249
Provisions pour charges	0						0
Provision pour Risques et Litiges	1 802		11		60		1 753
<b>Provisions courantes</b>	1 802	0	11	0	60	0	1 753
Litiges Prud'hommes	648		108		7		749
<b>Provisions non courantes</b>	648	0	108	0	7	0	749
<b>Total des Provisions</b>	3 460	4 020	191	0	67	0	7 603

La variation du périmètre concerne l'intégration des comptes de la société « ETUD Integral » dans le périmètre du Groupe.

## 4.9. Dettes Financières

	En k€		Septembre.16			Mars.16
	Septembre.16	à un an au plus	+ de 1 an à - de 5 ans	à + de 5 ans		
Avances perçues du Factor	2 127	2 127				1 890
Compte-Courant actionnaires	156			156		109
Crédit Vendeur	740	40		700		860
Offre de rachat de titres Altona "Put"	2 750			2 750		2 750
Emprunts auprès des établissements bancaires	4 976	1 365		3 611		5 037
Autres dettes financières	380	380				392
Dettes de crédit-bail	16	16				16
Mobilisation de créances CIR	800	800				800
Découverts et autres	987	987				919
<b>Dettes financières</b>	<b>12 931</b>	<b>5 714</b>		<b>7 217</b>	<b>0</b>	<b>12 772</b>
<i>dont court et moyen terme</i>	<i>5 714</i>	<i>5 714</i>				<i>4 608</i>
<i>dont long terme</i>	<i>7 217</i>			<i>7 217</i>	<i>0</i>	<i>8 165</i>
<b>Disponibilités et assimilés</b>	<b>-595</b>	<b>-595</b>				<b>-418</b>
<b>Endettement (Trésorerie) Net(te)</b>	<b>12 336</b>	<b>5 119</b>		<b>7 217</b>	<b>0</b>	<b>12 355</b>

A titre d'information, le compte courant de XLP Holding est, au 30 septembre 2016, d'un montant de 0,1 million d'euros. Le taux d'intérêt des comptes courant consenti par XLP Holding à la



Société est un taux de 2,09% l'an. Un montant de 48K€ concerne les comptes courants des anciens actionnaires de ETUD Integral.

Les autres dettes financières concernent des emprunts obtenus auprès des sociétés Mohacs Trading Services (247 K€) et Leasetech (133 K€). Ces dettes n'ont pas été remboursées durant le premier semestre de l'exercice 2016-2017, il est envisagé de demander le report des remboursements.

Le taux d'intérêt du crédit vendeur lié à l'acquisition de la société AS+ par le « Groupe EOLEN » d'un montant de 0,3 millions d'euros, est de 4% par an. Ce dernier va être remboursé à compter d'octobre 2015 jusque novembre 2016. A 30 septembre 2016, le capital restant dû s'élève à 40 milliers d'euros.

Le crédit vendeur lié à l'acquisition du « Groupe EOLEN » d'un montant de 0,7 million d'euros, n'est soumis à aucun intérêt. Par ailleurs, cette acquisition est assortie d'une option de rachat des titres Altona International (part détenue par Anthéa) pour une valeur nette de 2,75 millions d'euros.

La Société n'est contrepartie d'aucun contrat de swap, ni d'aucune autre opération ayant pour effet de modifier l'échéancier de la dette et/ou la nature du taux d'intérêt.

Les dettes financières du « Groupe EOLEN » ont fait l'objet d'une franchise de remboursement pendant un an (jusqu'en septembre 2016), avec un report de maturité sans indemnité ni majoration.

L'emprunt BNP Paribas d'un montant de 1,5 millions d'euros (capital restant dû 0,9 million d'euros) porte intérêt au taux de EURIBOR 3 mois + 1,2% Il est garanti par un nantissement à 100% des titres Amundis. Sa date d'échéance est septembre 2019.(soit 36 mensualités).

L'emprunt Caisse d'Epargne IDF d'un montant de 1,5 millions d'euros (capital restant dû 1,1 millions d'euros) porte intérêt au taux de 4,2% et est garanti par un nantissement à 100% des titres Amundis. Sa date d'échéance est juillet 2021 (soit 58 mensualités).

L'emprunt Banque Populaire de 0,2 million d'euros (capital restant dû 0,1 million d'euros) au taux de 4%, est garanti par un nantissement de 408 titres Eolen Finance en second rang. Sa date d'échéance est janvier 2019 (soit 28 mensualités).

Trois emprunts BPI de 3,3 millions d'euros (capital restant dû 2,7 millions d'euros) au taux de 3,68%, 5,19% et 5,23% sont également comptabilisés au 30 septembre 2016. Le nombre restant de mensualités du premier emprunt de 2,7 millions d'euros, est de 57, ce qui reporte l'échéance jusqu'en juin 2021. Le nombre restant de mensualités du deuxième emprunt de 0,4 million

d'euros, est de 12, ce qui reporte l'échéance jusqu'en septembre 2017. Le dernier emprunt de 80K€ poursuit son échéance qui devrait se terminer en novembre 2016.

L'emprunt de Crédit du Nord de 0,8 million d'euros à EURIBOR 3 mois + 1,4%, devrait être remboursé in fine à la réception du CIR 2012 (estimé en décembre 2016). Il est par ailleurs garanti sur des titres Eolen (0,2 million d'euros), Amundis (0,4 million d'euros), Alliances Services Plus (1,3 millions d'euros) et Eolen Finance (0,2 million d'euros).

L'emprunt Société Générale de 0,2 million d'euros (capital restant dû 0,1 million d'euros) au taux de 4,35%, est garanti par la caution personnelle de M. Leblanc (ancien actionnaire majoritaire du Groupe Eolen) à hauteur de 59 800 €, Sa date d'échéance est novembre 2018 (soit 26 mensualités).

Le « Groupe EOLEN » a mis en place un contrat de « factoring » avec la société GE Factor. Le contrat a été conclu pour une durée indéterminée. Chaque partie peut résilier le contrat à tout moment moyennant un préavis de 3 mois. Les sociétés concernées par le contrat sont « Eolen », « Eolen Finance », « Groupe EOLEN », « Amundis » et « Alliance Services Plus ». La commission spéciale de financement est égale à la moyenne mensuelle établie le mois précédent de l'EURIBOR 3 mois majoré de 1,30% (130 points de base). Par ailleurs, la commission d'affacturage s'élève à 0,19% HT des créances cédées avec un minimum de 40 K€ HT par an.

L'encours, en milliers d'euros, de la dette et des actifs financiers du Groupe au 30 septembre 2016, avant et après prise en compte des opérations hors bilan (cf « 4.11. Engagement Hors Bilan ») de la Société, figure dans le tableau ci-dessous :

Milliers d'euros au 30 septembre 2016	Montant
Passifs financiers	12 931
Actifs financiers *	- 595
Position nette avant gestion	12 336
Hors bilan	-
Position nette après gestion	12 336

\* Disponibilités et assimilés

Sur la base de la position nette après gestion et en tenant compte de l'exposition à des taux variables, une hausse des taux de 1 point se traduirait par une hausse des frais financiers de 40K€ par an. En conclusion, GEI International estime être peu exposée au risque de taux.



**4 . 10. Autres passifs courants et non courants**

	En k€	Avril.16-Sept.16 6 mois	Avril.15-Mars.16 12 mois
Fournisseurs et comptes rattachés		2 650	2 052
Fournisseurs -Factures non parvenues		1 617	1 313
<b>Fournisseurs et autres créiteurs</b>		<b>4 267</b>	<b>3 364</b>
	En k€	Avril.16-Sept.16 6 mois	Avril.15-Mars.16 12 mois
Encours sur contrats d'ingénierie		17	0
<b>Passifs sur contrats en cours</b>		<b>17</b>	<b>0</b>
	En k€	Avril.16-Sept.16 6 mois	Avril.15-Mars.16 12 mois
Avances et Acomptes Reçus		337	0
<b>Autres passifs non courants</b>		<b>337</b>	<b>0</b>
	En k€	Avril.16-Sept.16 6 mois	Avril.15-Mars.16 12 mois
Dettes sociales		4 233	2 657
Dettes fiscales		11 179	9 059
Dettes diverses		353	542
Fournisseurs d'immobilisations		0	0
Produits constatés d'avance		514	500
<b>Autres passifs courants</b>		<b>16 280</b>	<b>12 758</b>

Les dettes fiscales et sociales concernent majoritairement des dettes fiscales (TVA). L'impact de l'intégration de la société « ETUD Integral », est de 2,1 millions d'euros concernant les dettes sociales et 1,3 millions d'euros pour les dettes fiscales. Concernant les dettes CCSF des sociétés « EOLEN », elles ont été prélevées sur les créances de CIR/CICE 2013 à 2014.

#### 4 . 11. Engagements Hors Bilan

Le tableau ci-dessous reprend les engagements hors bilan vis-à-vis de tiers, pris par le Groupe GECI International :

	En k€					Mars.16
	Total	N+1	N+2	N+3	Sept.16 N+4 et au-delà	
Avance remboursable Région Lorraine (b)	17 200	17 200				17 200
Garantie à première demande Locaux Kléber (a)	172				172	172
Abandon de créances avec clause de retour à meilleur fortune ( c ) ( d ) ( e )	871	871				871
Garantie de passif vis-à-vis d'Alten / Cession Ingénierie (f)	-					300
Garantie sur emprunts bancaires (g)	2 950	800			2 150	2 950
<b>Engagements hors bilan</b>	<b>21 193</b>	<b>18 871</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 322</b>	<b>21 493</b>

a) La société GECI International a constitué une garantie à première demande de 172 380 euros, en faveur du bailleur de son nouveau siège social au 48 bis Avenue Kléber 75116 PARIS.

b) La société GECI International a garanti auprès de la Région Lorraine le remboursement des 3 avances consenties par cette dernière à Sky Aircraft pour un montant de 21,2 millions d'euros. De manière identique, GECI Aviation a garanti le remboursement d'une de ces avances pour un montant de 9,1 millions d'euros. Ces garanties ont été effectivement appelées par le Conseil Régional de Lorraine en décembre 2012 et en janvier 2013. A ce jour, une somme de 4 millions d'euros a été payée par le Groupe.

GECI International a décidé, sur conseil de ses avocats, de ne pas passer de provision au titre de ces aides, en ce que les conditions de remboursement des deux premières ne sont pas réunies et en ce que le versement de la dernière aide - « avance de trésorerie en attendant la mise en place des financements convenus par les partenaires privés et publics » – peut s'analyser comme s'inscrivant dans le cadre de la participation au capital de GECI Aviation, telle que contractualisée à l'origine entre le groupe et la Région.

c) La société GECI International a bénéficié d'un abandon de créances de 0,5 millions d'euros accordé par la société XLP Holding (ex-GTH) en juillet 2004. Cet abandon est assorti d'une clause de remboursement éventuel en cas de retour à meilleure fortune. La clause de retour à meilleure fortune a été modifiée par des avenants du 3 octobre 2005, 26 novembre 2009 et 22 juillet 2010. Cette clause est valable jusqu'au 31 décembre 2020.

Le retour à meilleure fortune se définit comme suit : des comptes approuvés par l'assemblée générale faisant apparaître pour la deuxième année consécutive un résultat net consolidé supérieur ou égal à 1,3 millions d'euros ou une situation nette consolidée supérieure ou égale à

10 millions d'euros, étant entendu que le calcul de la situation nette consolidée ne tiendra pas compte des montants ayant pour origine toute augmentation de capital passée ou future, des opérations internes de restructuration et/ou des opérations de refacturation. La clause de retour à meilleure fortune n'est pas applicable au 30 septembre 2016.

d) La société GECl International a bénéficié d'un abandon des intérêts de compte courant, accordé par la société XLP Holding ex-GTH, pour un montant de 0,3 millions d'euros en mars 2015. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune ayant une durée de 5 ans et dont les seuils déclencheurs cumulatifs sur un exercice sont : une situation nette positive supérieure à 8,5 millions d'euros et d'un résultat net comptable avant impôt de 0,5 millions d'euros. La clause de retour à meilleure fortune n'est pas applicable au 30 septembre 2016.

e) Lors de la renégociation des dettes auprès des créanciers durant cet exercice, un des abandons de créances obtenus pour une somme de 43 733 euros, a été assorti d'une clause de retour à meilleure fortune. La clause de retour à meilleure fortune n'est pas applicable au 30 septembre 2016.

f) La cession des filiales du pôle « Ingénierie » au groupe ALTEN a donné lieu à une garantie de passif de 0,3 millions d'euros qui courrait jusqu'à fin mars 2016. Cet engagement n'existe plus depuis le début de l'exercice en cours.

g) Les emprunts BNP Paribas et Caisse d'Epargne IDF, de 3 millions d'euros (capital restant dû 2,017 millions d'euros) sont garantis par un nantissement des titres Amundis.

L'emprunt Banque Populaire de 0,2 million d'euros (capital restant dû 0,13 million d'euros) est garanti par un nantissement des 408 titres Eolen en second rang.

Les emprunts de Crédit du Nord de 0,8 million d'euros sont garantis sur le versement du CIR 2012 (estimé en mai 2016), et sur des titres Eolen (0,2 million d'euros), Amundis (0,4 million d'euros), Alliances Services Plus (1,3 millions d'euros) et Eolen Finance (0,2 million d'euros).

## 4 . 12. Filiales et Participations

Dénomination	Siège Social	Méthode de consolidation	% de Contrôle	% d'Intérêt
<b>France</b>				
<b>GECI International SA</b>	48 bis Avenue Kléber 75116 Paris	Globale	Société Mère	Société Mère
<b>ETUD Integral</b>	Parc Héliopolis - ZI de Pissaloup - Rue Edouard Branly - 78190 TRAPPES	Globale	100	100
<b>Altona International</b>	48 bis Avenue Kléber 75116 Paris	Globale	80	80
<b>Groupe EOLEN</b>	37-39 Rue Boissière 75116 PARIS	Globale	100	80
<b>EOLEN</b>	37-39 Rue Boissière 75116 PARIS	Globale	66,72	53,38
<b>EOLEN Finance</b>	37-39 Rue Boissière 75116 PARIS	Globale	51	40,80
<b>Riskalis Consulting</b>	37-39 Rue Boissière 75116 PARIS	Globale	82,15	33,52
<b>EOLEN Intec</b>	37-39 Rue Boissière 75116 PARIS	Globale	100	81
<b>EOLEN Energie</b>	37-39 Rue Boissière 75116 PARIS	Globale	100	80
<b>EOLEN Ingénierie</b>	37-39 Rue Boissière 75116 PARIS	Globale	100	80
<b>AMUNDIS</b>	37-39 Rue Boissière 75116 PARIS	Globale	100	80
<b>Alliances Services Plus</b>	37-39 Rue Boissière 75116 PARIS	Globale	100	80
<b>Europe</b>				
<b>GECI LTD</b>	1 Westferry Circus, Canary Wharf, London E14 4HD, ROYAUME UNI	Globale	100	100
<b>GECI Ukraine</b>	16-22, B.Khmelnytskoho St., Kyiv, Ukraine	Globale	100	100
<b>Amérique</b>				
<b>AS+ Service Conseil Inc</b>	630 bd René-Levesque Ouest Bureau 2800 Montéal Québec H3B 1S6	Globale	100	80



<b>Alliance Services Plus Servicos de Informaica Ltda</b>	Av Paulista 568, 7° andaBela Vista 01310-000 Sao Paulo Brasil	Globale	93,4	74,72
<b>Asie</b>				
<b>GECI Transportation and Engineering India Private Limited</b>	14A&B, Hansalaya, 15 Barakhamba Road, New Delhi - 110001 - INDE	Globale	100	100
<b>Aeroeuro Engineering India Private Limited</b>	Punj Lloyd House, 17-18, Nehru Place, New Dehli - 110019 - INDE	Mise en équivalence	50	50
<b>Afrique</b>				
<b>GECI SOUTH AFRICA (PTY) LTD</b>	1st Floor Bedford Centre Office Tower, Cnr Smith & Bradford Roads, Bedfordview 2007 SOUTH AFRICA	Globale	100	100

La filiale AeroEuro Engineering India a été consolidée par la méthode de mise en équivalence (IFRS 11). Les capitaux propres de cette filiale étant négatifs, les titres de participation ont été provisionnés pour obtenir une valeur nulle.

La société ETUD Integral, détient des participations sur quatre sociétés, dont deux n'ont pas d'activités. La société ETUD Integral n'a pas le contrôle exclusif de ces quatre sociétés.

Les deux autres sociétés ayant une activité n'ont pas fait l'objet d'une intégration par la méthode de la mise en équivalence des titres, car ces sociétés n'ont pas fait l'objet d'une clôture intermédiaire. En effet, aucun arrêté des comptes n'est donc disponible pour déterminer la juste valeur de ces actifs. Néanmoins, la situation de la société ETUD Iberica étant délicate, les titres ont été provisionnés. En ce qui concerne la société Concept 21, elle ne présente pas d'indices de perte valeur, ainsi les titres ont été valorisés à leur valeur d'acquisition.

## V. Informations Boursières

### Répartition actuelle du capital et des droits de vote

Evolution de l'actionnariat

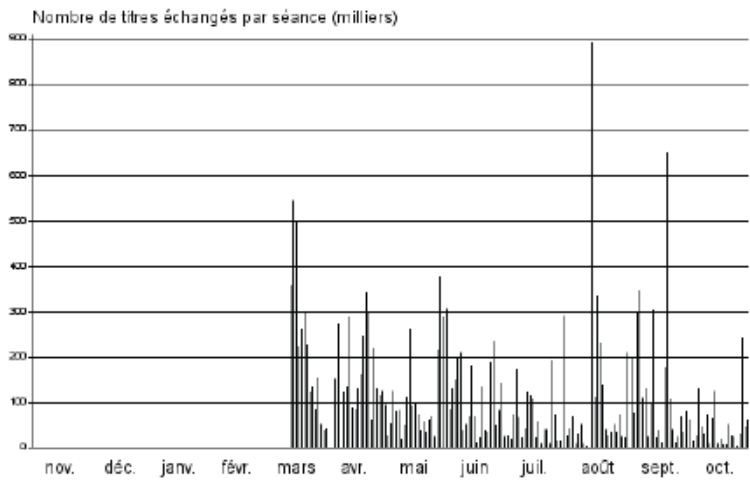
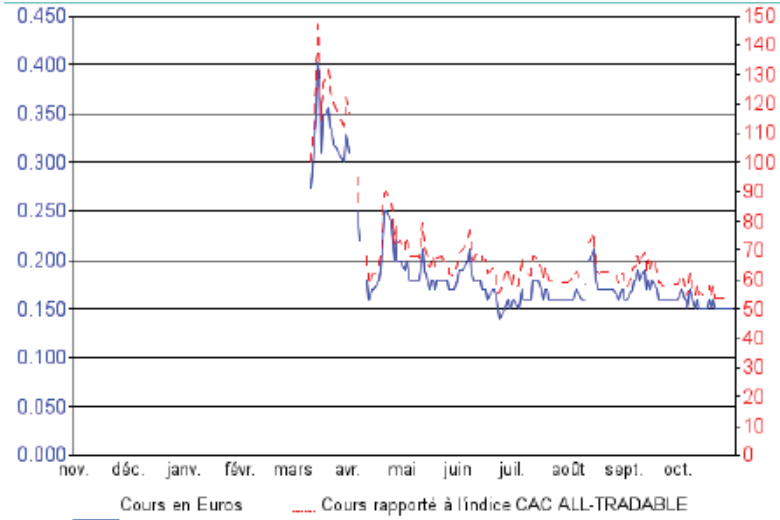
	31-mars-16				31-mars-15			
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote*	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote*	% des droits de vote
<b>Actionnaires dirigeants</b>	9 414 460	27,8%	16 899 042	38,82%	29 916 364	48,5%	29 916 364	48,45%
GTH	4 592 507	13,5%	8 855 968	20,34%	25 092 507	40,6%	25 092 507	40,64%
Serge Bitboul	4 821 953	14,2%	8 043 074	18,48%	4 823 857	7,8%	4 823 857	7,81%
Airinvest	1 702 793	5,0%	3 405 586	7,82%	9 002 793	14,6%	9 002 793	14,58%
Autres nominatifs	472 981	1,4%	893 688	2,05%	496 107	0,8%	496 107	0,80%
Autres au porteur	22 269 762	65,7%	22 269 762	51,16%	22 264 732	36,1%	22 264 732	36,06%
Auto-détention	61 724	0,2%	61 724	0,14%	61 724	0,1%	61 724	0,10%
<b>TOTAL</b>	<b>33 921 720</b>	<b>100,00%</b>	<b>43 529 802</b>	<b>100,00%</b>	<b>61 741 720</b>	<b>100,00%</b>	<b>61 741 720</b>	<b>100,00%</b>

	30-sept-15				09-nov-16			
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote*	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote*	% des droits de vote
<b>Actionnaires dirigeants</b>	29 916 364	44,5%	29 916 364	44,54%	29 916 364	43,9%	29 916 364	43,95%
XLP holding	25 092 507	37,4%	25 092 507	37,36%	25 092 507	36,9%	25 092 507	36,86%
Serge Bitboul	4 823 857	7,2%	4 823 857	7,18%	4 823 857	7,1%	4 823 857	7,09%
Airinvest	9 002 793	13,4%	9 002 793	13,40%	9 002 793	13,2%	9 002 793	13,23%
Autres nominatifs	438 301	0,7%	438 301	0,65%	439 325	0,6%	439 325	0,65%
Autres au porteur	27 747 212	41,3%	27 747 212	41,31%	28 649 512	42,1%	28 649 512	42,09%
Auto-détention	61 724	0,1%	61 724	0,09%	61 724	0,1%	61 724	0,09%
<b>TOTAL</b>	<b>67 166 394</b>	<b>100,00%</b>	<b>67 166 394</b>	<b>100,00%</b>	<b>68 069 718</b>	<b>100,00%</b>	<b>68 069 718</b>	<b>100,00%</b>

### Evolution du cours de bourse

Date	Plus haut cours	Date du plus haut cours	Plus bas cours	Date du plus bas cours	Cours moyen (ouverture)	Nombre de titres échangés	Nombre de séances de cotation
mars-16	0,40	15 mars	0,274	11 mars	0,335	2 989 538	13
avril-16	0,31	01 avril	0,15	13 avril	0,209	3 010 170	18
mai-16	0,21	12 mai	0,17	16 mai	0,182	2 330 837	22
juin-16	0,21	7 juin	0,14	24 juin	0,175	2 453 025	22
Juil-16	0,18	12 juillet	0,15	4 juillet	0,166	1 533 295	21
août-16	0,21	15 août	0,15	1 août	0,170	2 470 357	23

sept-16	0,19	8 septembre	0,15	28 septembre	0,168	2 911 759	22
oct-16	0,17	3 octobre	0,14	28 octobre	0,154	1 058 646	21



## VI. Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel

### Responsable du Rapport Financier Semestriel

Monsieur Serge BITBOUL, Président du Conseil d'Administration

### Attestation du Responsable du Rapport Financier Semestriel

J'atteste à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-dessus présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le président du Conseil d'Administration,



## VII. Rapport d'Examen limité des Commissaires aux Comptes

### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

Période du 1er avril 2016 au 30 septembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société GECI INTERNATIONAL, relatifs à la période du 1er avril 2016 au 30 septembre 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants de l'annexe aux comptes consolidés résumés :

- La note 3.2.3. « Principe de continuité d'exploitation », qui précise que les prévisions de trésorerie de la société montrent sa capacité à faire face à ses échéances jusqu'au 30 septembre 2017 permettant ainsi d'arrêter les comptes selon le principe de continuité d'exploitation.
- Les notes 3.1 « Activité et Faits marquants » et 4.4 « Immobilisations », qui précisent les modalités de traitement du coût global d'acquisition de la société ETUD Intégral.
- La note 4.11. « Engagements hors bilan », qui indique la position du Groupe au regard du litige qui l'oppose à la Région Lorraine.
- Les notes 4.7. « Autres actifs courants et actifs d'Impôt exigible » et 4.8. « Provisions », qui mentionnent les risques relatifs aux crédits d'impôt recherche.

## II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris, le 16 décembre 2016

Les commissaires aux comptes

**B E W I Z   A U D I T**

\_\_\_\_\_  
LAURENT BENOUDIZ

**R S M   P A R I S**

\_\_\_\_\_  
MARTINE LECONTE

## Informations de contact

---

Serge BITBOUL, CEO GECI International

Jean Richard CHEN, CFO GECI International

Alice MATEUS, Legal Manager GECI International

## Informations sur l'entreprise

---

### GECI INTERNATIONAL

48 Bis Avenue Kléber  
75116 PARIS

Tél +33 (1) 44 34 00 20

Télécopie +33 (1) 44 34 00 29

[www.geci.net](http://www.geci.net)

